



**COMPTES SEMESTRIELS DU GROUPE
AU 30 SEPTEMBRE 2005**

1. ACTIVITE ET RESULTATS CONSOLIDES DU 1er SEMESTRE 2005-2006

En M€	Chiffres consolidés 09/2005	Chiffres consolidés 09/2004
Chiffre d'affaires net	37,3	40,5
Marge brute	15,8	19,0
	42,3%	46,8%
Résultat opérationnel	(29,0)	(1,0)
Résultat opérationnel (hors effet des pertes de valeur)	(6,5)	(1,0)
Coût de l'endettement financier net	(0,9)	(0,7)
Résultat net part du groupe	(31,5)	(2,3)
Résultat net par actions (€)	(5,05)	(0,37)
Résultat net part du groupe (hors effet des pertes de valeur)	(9,0)	(2,3)
Résultat net par action [hors effet des pertes de valeur]	(1,44)	(0,37)

2. FAITS MARQUANTS

CHANGEMENTS DE PRESIDENTS

Marc Lelandais a été nommé Président du directoire le 9 Septembre 2005 en remplacement de William Christie.

Marc Lelandais a quitté ses fonctions le 10 janvier 2006.

Dans l'attente de l'arrivée d'un nouveau Président, le conseil de surveillance a demandé à William Christie de bien vouloir reprendre ses fonctions de Président du directoire.

IFRS

Pour la première fois, le Groupe applique les normes comptables du référentiel IFRS. Afin d'assurer la comparabilité des informations, les données de l'exercice précédent ont été retraitées et sont présentées selon ce nouveau référentiel.

Dans le cadre de l'IAS 36, le groupe a été conduit à comparer la valeur comptable de ses actifs à leur valeur recouvrable déterminée par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Les tests de valeur effectués par un expert indépendant montrent qu'il conviendrait de passer une provision pour pertes de valeur d'un montant de 32,2 M€ au titre du 1er semestre 2005 sur certaines UGT de la zone Europe alors que d'autres UGT font apparaître des valeurs recouvrables supérieures aux valeurs comptables (pour 33,1 M€). La norme IAS 36 ne permettant pas de déprécier un actif au-delà du plus élevé de sa juste valeur ou de sa valeur d'utilité, la dépréciation n'a pu porter que sur les actifs incorporels et corporels des Unités Génératrices de Trésorerie concernées à hauteur de 22,5 M€.

Les autres impacts concernent les stock-options (-0,4M€) et le non amortissement des écarts d'acquisition (+0,1M€).

CRISE DE TRESORERIE

- Compte tenu de la baisse de l'activité constatée sur le 2^{ème} trimestre, la société a émis un premier avertissement sur ses résultats en date du 6 octobre 2005 puis, devant une situation de trésorerie de plus en plus tendue, un second avertissement sur les résultats et la trésorerie et la suspension du cours de bourse le 25 octobre 2005.
- Afin de faire face à cette crise financière, le Président du directoire, a engagé des négociations avec l'actionnaire majoritaire, tout en préparant un plan d'affaires.
Ces négociations se sont traduites par des avances en compte courant effectuées par l'actionnaire majoritaire les 24 novembre 2005, 13 décembre 2005 et 16 janvier 2006 pour des montants respectifs de 2, 3 et 2 M€, destinées à permettre à la société de tenir ses engagements financiers à court terme.
- Par ailleurs, afin d'assurer la continuité de l'exploitation, l'actionnaire majoritaire s'est engagé, sous réserve du maintien des concours bancaires, à souscrire et/ou garantir une augmentation de capital de la société à hauteur de 41,8 M€. L'augmentation de capital serait réalisée par souscription en numéraire ou par compensation de créances. A cet effet, un mandat a été signé avec la banque HSBC en date du 18 janvier 2006 afin d'accompagner la société dans la réalisation de cette augmentation de capital.
- Enfin, le 14 février 2006, le directoire a arrêté un plan d'affaires visant à restaurer la rentabilité de l'entreprise ayant fait l'objet d'un avis favorable du conseil de surveillance le même jour.
- Au 31 janvier 2006, alors que les découverts restent stables à environ 11 M€, la trésorerie disponible (normes IFRS) ressort à 18,1 M€ contre 11,9 M€ au 30 septembre 2005. Elle intègre les avances de l'actionnaire majoritaire à hauteur de 7 M€, les cash-flows négatifs générés par l'exploitation ayant été couverts par la variation du besoin en fonds de roulement.

3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE

Le chiffre d'affaires Produits hors effet de change du 1^{er} semestre de S.T.Dupont (du 1^{er} avril au 30 septembre 2005) ressort en diminution de - 7,6% contre une augmentation de + 5,5% à la fin du 1^{er} semestre 2004. Après comptabilisation des revenus de licences, le chiffre d'affaires total est, hors effet de change, en régression de 7,6% (contre une progression de + 5,7% au 30 septembre 2004).

Le chiffre d'affaires net (y compris revenus des licences et après effet de change) réalisé au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2005-2006 du groupe S.T.Dupont s'établit à 37,3 M€ à fin septembre 2005 contre 40,5 M€ à la même période en 2004.

■ **CHIFFRE D'AFFAIRES DU 2^{EME} TRIMESTRE 2005** (Période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2005)

Pour le 2^{ème} trimestre de l'exercice 2005-2006, l'analyse du chiffre d'affaires fait apparaître les tendances suivantes :

- après un 1^{er} trimestre stable, le 2^{ème} trimestre est en recul par rapport à l'année précédente alors que celui-ci bénéficiait d'une base de comparaison plus favorable,
- une baisse significative des volumes de briquets par rapport à l'année précédente,
- une croissance sur les lignes de diversification conforme à la stratégie jusqu'à présent affichée par le Groupe.

■ **EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE :**

M€	2 ^{ème} Trimestre 2005-2006 Normes IFRS	2 ^{ème} Trimestre 2004-2005 Normes IFRS	A taux de change courant (%)	A taux de change constant (%)	2 ^{ème} Trimestre 2004-2005 Normes françaises
Europe (y compris France)	8,4	10,0	-15,5	-15,4	10,0
Asie (y compris Japon)	8,9	9,7	-8,7	-9,5	9,8
Amériques	1,0	1,0	+ 6,0	+ 6,5	1,0
Autres	1,1	1,6	-34,9	-34,9	1,6
Chiffre d'affaires Produits	19,4	22,3	-13,0	-13,3	22,4
Redevances	0,8	1,2	-31,0	-31,8	1,2
Chiffre d'affaires TOTAL	20,2	23,5	-13,9	-14,2	23,6

M€	1 ^{er} Semestre 2005-2006 Normes IFRS	1 ^{er} Semestre 2004-2005 Normes IFRS	A taux de change courant (%)	A taux de change constant (%)	1 ^{er} Semestre 2004-2005 Normes françaises
Europe (y compris France)	15,2	16,9	-10,2	-10,2	17,0
Asie (y compris Japon)	16,4	16,9	-3,1	-2,9	17,0
Amériques	1,7	1,8	-6,2	-4,9	1,8
Autres	1,8	2,4	-25,1	-25,1	2,4
Chiffre d'affaires Produits	35,1	38,1	-7,8	-7,6	38,2
Redevances	2,2	2,4	-8,3	-6,9	2,4
Chiffre d'affaires TOTAL	37,3	40,5	-7,8	-7,6	40,6

■ **PAR ZONE GEOGRAPHIQUE, L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE S'ANALYSE AINSI :**

- En Europe, la principale baisse provient de l'activité briquets, pénalisée par un contexte économique peu porteur et par les affres de la politique anti-tabac. Tous les pays européens subissent l'impact de cette diminution et les baisses sont particulièrement importantes en Italie et dans les autres pays d'Europe du Sud. En revanche, la marque confirme sa notoriété dans les pays de l'Est qui enregistrent une croissance de 25,7% à 1,2 M€, plus particulièrement en maroquinerie.
- En France, le chiffre d'affaires est stable à 4,7 M€ compte tenu des performances du réseau contrôlé qui contribue pour 1,1 M€ au chiffre d'affaires global, soit une progression de 52,4%, principalement générée par la boutique de l'avenue Montaigne et l'Outlet de Marne-La-Vallée.
- En Asie, hors Japon, S.T.Dupont enregistre une croissance de 10,8%, avec effet de change. Tous les marchés sont en progression hormis le Japon qui connaît un décrochage de l'activité, à la fois sur le réseau contrôlé et la distribution de gros, nécessitant une poursuite de la restructuration ainsi que le développement du réseau de distribution.

- Les Amériques enregistrent une baisse de 0,1 M€ (-4,9% hors effet de change ; -6,2% à taux de change courant) en raison d'un nombre de lancements de séries limitées plus faible, ce qui a pénalisé sur ce trimestre l'activité aux Etats-Unis.
- Autres zones géographiques : les ventes au Moyen-Orient sont en recul de 0,5 M€ (-22,7%). Cette zone subit des ventes en baisse concernant les briquets et les stylos.

■ **EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE PRODUITS**

M€	2^{ème} Trimestre 2005-2006	2 ^{ème} Trimestre 2004-2005	A taux de change courant (%)	A taux de change constant (%)	2 ^{ème} Trimestre 2004-2005 Normes françaises
	Normes IFRS	Normes IFRS			
Briquets & Stylos	10,3	13,6	-24,5	-24,6	13,7
Maroquinerie, Montres, Prêt-à-porter & Accessoires	9,1	8,7	+ 5,2	+4,5	8,7
Chiffre d'affaires net (hors redevances)	19,4	22,3	-13,0	-13,3	22,4
Redevances	0,8	1,2	-31,0	-31,8	1,2
Chiffre d'affaires TOTAL	20,2	23,5	-13,9	-14,2	23,6

M€	1^{er} Semestre 2005-2006	1 ^{er} Semestre 2004-2005	A taux de change courant (%)	A taux de change constant (%)	1 ^{er} Semestre 2004-2005 Normes françaises
	Normes IFRS	Normes IFRS			
Briquets & Stylos	19,2	23,8	-19,4	-19,2	23,9
Maroquinerie, Montres, Prêt-à-porter & Accessoires	15,9	14,3	+ 11,7	+ 11,6	14,3
Chiffre d'affaires net (hors redevances)	35,1	38,1	-7,8	-7,6	38,2
Redevances	2,2	2,4	-8,3	-6,9	2,4
Chiffre d'affaires TOTAL	37,3	40,5	-7,8	-7,6	40,6

■ **PAR LIGNE DE PRODUITS, L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE SE RESUME AINSI :**

- Briquets et stylos: La part de ces activités dans le chiffre d'affaires d'ensemble a fortement reculé (54,6% au 1er semestre contre 62,5% en 2004). Ce semestre n'a pas connu de lancements majeurs de nouvelles collections ainsi que peu de facturation de séries limitées, celles-ci étant prévues sur le 2ème semestre.
- Maroquinerie, Montres, Prêt-à-Porter et Accessoires : Toutes les lignes de produits continuent à afficher une progression homogène de leurs ventes à fin septembre.

4. EVOLUTION DES RESULTATS

Le résultat du 1er semestre apparaît en très net recul par rapport à l'année précédente, reflétant à la fois la baisse de l'activité industrielle, la hausse des coûts commerciaux et administratifs (+4,1%), l'impact défavorable des autres produits et charges y compris les pertes de valeur, l'alourdissement des frais financiers (+29% hors effet du retraitement IFRS de l'OCEANE) et des impôts.

- Marge brute

La marge brute, conformément aux normes IFRS, intègre dorénavant au coût des ventes, les dépenses du service après-vente, les escomptes financiers et les variations des provisions sur stocks. Elle ressort à 42,3% contre 46,8% au 30 septembre 2004. Cette baisse est principalement liée au recul du niveau du chiffre d'affaires, et aux fortes baisses de volumes des produits fabriqués sur le site industriel. Aussi la marge est pénalisée par la baisse de l'activité dans des zones de forte rentabilité. Le groupe a provisionné pour 1 M€ les stocks sur le site industriel d'une des lignes de produits lancée récemment.

- Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel ressort à -29 M€ contre -1 M€ au 30 septembre 2004.

Hors pertes de valeurs, le résultat opérationnel est déficitaire à 6,5 M€ contre 1 M€ au 30 septembre 2004.

Les frais de communication sont de même niveau en valeur absolue que l'année précédente, et représentent 7,1% du chiffre d'affaires à fin septembre, contre 6,7% au 1er semestre de l'année précédente.

Les frais commerciaux ont augmenté de 0,5 M€, soit 5,4%. L'activité Retail en Asie représente une augmentation des coûts de 1,6 M€ et prend en compte les ouvertures de la fin de l'exercice 2004/2005. En contrepartie, le groupe enregistre une baisse des frais sur ventes de 1,1 M€ (dont 0,7 au titre des salaires et charges, 0,2 au titre des frais de déplacement et 0,2 au titre des commissions d'agents).

Les frais administratifs ont augmenté de 0,3 M€. Cette augmentation provient principalement des autres services extérieurs.

Les autres produits et charges font ressortir une détérioration de 1,7 M€ par rapport à l'année précédente, dont 0,9 M€ d'effet de change défavorable (provenant des couvertures de change prises sur un taux moyen du dollar de 1,2843), 0,4 M€ provenant de l'impact de la norme IFRS 2 (stock-options) et 0,4 M€ dus à des provisions diverses.

- Résultat financier

Le résultat financier en normes IFRS se décompose entre le « coût de l'endettement » proprement dit et les « autres charges et produits financiers » courants.

Le coût de l'endettement comprend principalement les intérêts à courir sur l'OCEANE émise le 14 Avril 2004. Il s'établit à 1 M€ contre 0,7 M€ au 30 septembre 2004, soit une charge supplémentaire de 0,3 M€ qui résulte du mode de comptabilisation en « coût amorti » instauré par les normes IFRS depuis le 1er avril 2005. Les autres charges et produits financiers représentent une charge nette de 0,5 M€ contre 0,2 M€ au 30 septembre 2004, prenant en compte la dégradation de la trésorerie.

- Résultat net

Après pertes de valeur, le résultat net semestriel ressort en perte de 31,5 M€ contre une perte de 2,3 M€ à fin septembre 2004.

- Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement s'établit à -3,3 M€ contre -0,1 M€ au 30 septembre 2004.

- Trésorerie

La trésorerie à court terme, composée des disponibilités auprès des banques (8,2 M€) et placements à court terme (3,7 M€), pour un total de 11,9 M€ au 30 septembre 2005.

Selon le nouveau référentiel comptable (norme IAS 7), les découverts bancaires n'entrent pas dans la détermination de la trésorerie, dès lors qu'ils ont le caractère de financement stable. Au 30 septembre 2005, ces découverts utilisés atteignaient 11,4 M€ contre 6,8 M€ au 30 septembre 2004 et 8,6 M€ au 31 mars 2005.

5. PERSPECTIVES

Compte tenu des opérations de maîtrise des coûts déjà engagées depuis le début de l'exercice, et du fait que les actions visant à assurer la continuité de l'exploitation ont été engagées, le Groupe peut maintenant se focaliser sur la mise en œuvre du plan d'affaires tel qu'il a été arrêté par le directoire le 14 février et sur lequel le conseil de surveillance a émis, le même jour, un avis favorable.

Ce plan d'affaires pour ce qui concerne le personnel, sera soumis à la procédure d'information consultation du comité central d'entreprise et des comités d'établissement concernés à compter du mois de mars.

Un des préalables de la continuité de l'exploitation et de la réussite de ce plan d'affaires est la mise en œuvre d'une augmentation de capital de la société à hauteur de 41,8 M€

C'est pourquoi, en parallèle à ces opérations, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée pour le 04 avril 2006 et décidera, après apurement du compte Report à Nouveau négatif, la constitution d'un compte de Réserves Indisponibles pour un montant de 10 031 710,58 euros par imputation sur les réserves disponibles.

Cette assemblée décidera également une réduction de capital d'un montant de 9 651 422,20 euros par réduction de la valeur nominale de 1,6 à 0,05 euro par affectation au compte de Réserves Indisponibles destiné à faire face aux pertes de l'exercice.

Cette réduction de capital permettra de réaliser dans le cadre de la recapitalisation envisagée, une augmentation de capital de 41,8 M€ sur la base d'un prix de souscription par action actuellement envisagé de 0,10 euro par action compte tenu de la situation financière dégradée faisant ressortir un actif net négatif de -0,8M€ et un besoin de trésorerie de 27,4M€ pour l'exercice 2006-2007 nécessaire à la mise en œuvre du plan d'affaires.

Cette recapitalisation sera décidée par le directoire sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire évoquée ci-dessus, après autorisation du conseil de surveillance.

Cette recapitalisation permettra d'assurer la continuité de l'exploitation en faisant face aux pertes consolidées dont la société estime que le montant pour l'exercice devant se clore au 31 mars 2006 devrait s'élever à 53 M€, après prise en compte des pertes de valeur et des provisions nécessaires à la réalisation du plan d'affaires.

La mise en œuvre effective de ces opérations de recapitalisation et du plan d'affaires, devraient permettre de revenir à une situation d'exploitation équilibrée à horizon 2008, sans nouvel appel au marché, au travers d'une réduction des coûts de production et de fonctionnement associée à une optimisation de l'offre produit et des circuits de distribution.

I COMPTE DE RESULTATS

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/05	31/03/05	30/09/04
Chiffres d'affaires net « produits »		35 064	86 583	38 019
Autres produits des activités ordinaires		2 234	4 573	2 435
Produits des activités ordinaires	3	37 298	91 156	40 454
Coûts des ventes		(21 521)	(49 249)	(21 503)
Marge brute	3	15 777	41 907	18 951
Frais de communication		(2 650)	(7 383)	(2 727)
Frais commerciaux		(8 820)	(18 092)	(8 365)
Frais généraux et administratifs		(9 447)	(19 717)	(9 184)
Autres produits et charges d'exploitation		(1 381)	300	325
Résultat opérationnel avant pertes de valeur	3	(6 521)	(2 985)	(1 000)
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	23	(22 516)	-	-
Résultat opérationnel	3	(29 037)	(2 985)	(1 000)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		165	170	78
Coût de l'endettement financier brut		(1 079)	(1 543)	(747)
Coût de l'endettement financier net	3 et 24	(914)	(1 373)	(669)
Autres produits et charges financiers	24	(478)	(538)	(216)
Charges d'impôt sur le résultat	3 et 21	(782)	(410)	(338)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(256)	(54)	(85)
Résultats nets avant arrêts ou cessions d'activités		(31 467)	(5 360)	(2 308)
Résultat net des sociétés arrêtées ou en cours de cession				-
Résultat net		(31 467)	(5 360)	(2 308)
Résultat net – part du Groupe		(31 467)	(5 360)	(2 308)
Résultat net – intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net par action (en euros)	25	(5.05)	(0.86)	(0.37)
Résultat net dilué par action (en euros)	25	(5.05)	(0.86)	(0.37)

II BILAN ACTIF ET PASSIF

ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/05	31/03/05	30/09/04	01/04/04
Actif courant					
Stocks et en-cours	8	31 165	29 533	27 597	21 588
Créances clients et comptes rattachés	9	15 148	19 505	19 536	19 492
Autres créances et comptes de régularisation	10	3 797	4 200	5 758	3 799
Impôts courants	21	1 081	2 360	2 858	2 948
Actifs financiers courants	11	10	74	-	-
Disponibilités	12	11 942	13 754	12 482	21 233
Total de l'actif courant		63 143	69 426	68 231	69 060
Actif non courant					
Ecart d'acquisition	4	3 417	3 162	3 300	3 345
Immobilisations incorporelles (nettes)	5	-	3 431	2 996	3 021
Immobilisations corporelles (nettes)	6	549	20 338	18 442	17 518
Actifs financiers non courants	11	1 642	1 551	1 112	950
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7	513	768	737	822
Impôts non courants	21	-	325	485	516
Total de l'actif non courant		6 121	29 575	27 072	26 172
Actifs non courants disponibles à la vente		-	-	-	-
Total de l'actif		69 264	99 001	95 303	95 232

PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/05	31/03/05	30/09/04	01/04/04
Dettes courantes					
Fournisseurs et comptes rattachés	19	6 637	11 451	10 347	7 065
Autres dettes et comptes de régularisation	20	10 205	10 969	9 513	10 897
Impôts courants	21	55	19	384	107
Provisions pour risques et charges courants	14	4 336	4 109	4 132	5 318
Provisions pour engagements de retraite courants		-	-	-	-
Emprunts obligataires convertibles (à moins d'1 an)	17	785	1 519	524	524
Emprunts et dettes financières courants	18	19 353	13 990	9 384	18 373
Emprunts sur location financements (moins d'1 an)	18	289	163	186	246
Instruments financiers (à moins d'1 an)	22	166	24	-	-
Total des dettes à moins d'un an		41 826	42 244	34 470	42 530
Dettes non courantes					
Emprunts obligataires convertibles	17	20 609	20 276	22 709	11 980
Emprunts et dettes financières non courants	18	43	46	48	48
Emprunts sur location financement (à plus d'un an)	18	368	134	210	281
Instruments financiers (à plus d'un an)	22	184	40	-	-
Impôts non courants	21	-	24	24	24
Provisions pour risques et charges non courants		-	-	-	-
Provisions pour engagements de retraite non courants	14 et 15	7 040	6 742	6 544	6 458
Total des dettes à plus d'un an		28 244	27 262	29 535	18 791
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-	-	-
Capitaux propres- part du Groupe					
Capital	13	9 963	9 963	9 963	9 962
Prime d'émission, de fusion et d'apport	16	1 665	1 308	1 013	1 021
Actions propres		(57)	(45)	(40)	(52)
Composante capital des emprunts convertibles	17	1 951	1 943	-	-
Juste valeur des instruments de couverture	22	(216)	(27)	-	-
Réserves		17 269	22 629	22 980	28 274
Réserves de conversion		86	(916)	(310)	-
Résultat net- Part du Groupe		(31 467)	(5 360)	(2 308)	(5 294)
Total capitaux propres- part du groupe		(806)	29 495	31 298	33 911
Total capitaux propres- part des minoritaires					
Total du Passif		69 264	99 001	95 303	95 232

III TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	30/09/05	31/03/05	30/09/04	31/03/04
I - Activités Opérationnelles				
Résultat net avant impôt	(31 467)	(5 360)	(2 308)	(5 294)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	25 096	4 241	2 032	3 738
Amortissements des écarts d'acquisition	-	-	-	335
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	(189)	-	-	-
Charge (produit) liés aux stock-options	357	295	-	-
Variation des provisions	446	(823)	(1 053)	(307)
Charge nette d'intérêts	1 348	1 911	885	-
Plus ou moins-values de cessions	49	12	(58)	33
Charge (produit) d'impôt	782	410	338	(26)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés	255	54	85	(10)
Capacité d'autofinancement	(3 323)	740	(79)	(1 531)
Variation des stocks et en-cours	(1 225)	(8 281)	(6 221)	3 222
Variation des clients et comptes rattachés	4 552	(464)	(369)	(2 264)
Variation des autres créances	413	(1 375)	(1 702)	(239)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(4 910)	4 472	3 322	(1 307)
Variation des autres dettes	(843)	167	(1 314)	1 491
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2 013)	(5 481)	(6 284)	903
Intérêts payés	(416)	(522)	(237)	-
Intérêts encaissés	169	167	76	-
Impôts sur les résultats payés	863	241	37	-
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES	(4 720)	(4 855)	(6 487)	(628)
II – Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (hors dépenses de développement)	(215)	(1 067)	(578)	(813)
Dépenses de développement	(397)	(384)	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 281)	(6 367)	(2 685)	(3 985)
Acquisition d'autres immobilisations financières	(64)	(664)	(196)	-
Besoin de trésorerie (investissements)	(1 957)	(8 482)	(3 459)	(4 798)
Cessions d'immobilisations incorporelles	-	330	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	27	217	99	101
Cessions d'autres immobilisations financières	125	-	-	-
Désinvestissements	152	547	99	101
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(1 805)	(7 935)	(3 360)	(4 697)
III – Activités de financement				
Augmentation de capital	8	1	1	-
Diminution de capital	-	(24)	(8)	-
Rachat d'actions propres	(12)	7	12	(52)
Emissions d'emprunts et dettes financières	976	36 208	35 930	16 166
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(244)	(26 447)	(25 338)	(526)
Intérêts payés	(1 079)	(1 543)	(747)	-
Autres flux liés aux opérations de financement	4 863	(2 864)	(8 988)	(1 055)
Dividendes versés	-	-	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	4 512	5 338	862	14 533
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	201	(27)	234	(760)
Variation nette de la trésorerie	(1 812)	(7 479)	(8 751)	8 448
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	13 754	21 233	21 233	12 785
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11 942	13 754	12 482	21 233
Variation nette de la trésorerie	(1 812)	(7 479)	(8 751)	8 448

Selon le nouveau référentiel comptable (norme IAS 7), les découverts bancaires n'entrent pas dans la détermination de la trésorerie, dès lors qu'ils ont le caractère de financement stable. Au 30 septembre 2005, ces découverts utilisés atteignaient 11 399 milliers d'euros contre 8571 milliers d'euros au 31 mars 2005 et 6830 milliers d'euros au 30 septembre 2004.

IV TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Avant répartition (En milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions propres	Composante capital de l'emprunt obligataire	Juste valeur des instruments de couverture	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Capitaux propres consolidés	Notes impact IFRS
Au 31/03/2004	6 226 413	9 962	1 021	-	-	-	22 617	(218)	-	33 382	
AJUSTEMENTS IFRS				(52)			363	218		529	VI-2-
Au 1^{er} avril 2004	6 226 413	9 962	1 021	(52)	-	-	22 980	-	-	33 911	
Conversion d'obligations	291	1	(8)							(7)	
Résultat de la période							(2 308)			(2 308)	VI-2-
Réserve de conversion								(310)		(310)	
Distribution de dividendes										-	
Auto-contrôle				12						12	
Au 30/09/2004	6 226 704	9 963	1 013	(40)	-	-	20 672	(310)	-	31 298	
Conversion d'obligations	20									-	
Résultat de la période							(3 052)			(3 052)	
Réserve de conversion								(606)		(606)	
Plans de stocks options			295							295	
Auto-contrôle				(5)						(5)	
AJUSTEMENTS IFRS					1 943	(27)	(351)			1 565	VI-2-
Au 31/03/2005	6 226 724	9 963	1 308	(45)	1 943	(27)	17 269	(916)	-	29 495	
Conversion d'obligations										-	
Résultat de la période							(31 467)			(31 467)	
Réserve de conversion								1 002		1 002	
Distribution de dividendes										-	
Instruments financiers					8	(189)				(181)	
Plans de stocks options			357							357	
Auto-contrôle				(12)						(12)	
Au 30/09/2005	6 226 724	9 963	1 665	(57)	1 951	(216)	(14 198)	86	-	(806)	

V NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de Luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison-mère ultime du Groupe est la société BroadGain Investments Ltd. Celle-ci est basée à Hong-Kong et est elle-même détenue par un trust dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.

La société S.T.Dupont est cotée sur le second marché d'Euronext Paris S.A.

1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 GENERAL

En application du règlement européen CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe S.T.DUPONT au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 seront établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2006.

Les comptes semestriels au 30 septembre 2005 appliquent doré et déjà le référentiel IAS/IFRS avec un comparatif 2004-2005. La présentation retenue adopte le format « hybride » qui n'inclut pas toutes informations formellement requises par le référentiel IFRS. Elle constitue ainsi une exception à la stricte application de la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires, mais est en conformité avec les prescriptions de l'Autorité des Marchés Financiers dans sa recommandation du 27 juin 2005 (solution « hybride », appuyée sur la recommandation 99-R-01 du CNC).

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2005 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

D'ici au 31 mars 2006, certaines de ces normes et interprétations sont susceptibles d'évolutions dont l'application pourrait entraîner une modification des comptes consolidés au 31 mars 2005 retraités en IFRS et des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2005 qui seraient présentés en comparatif des comptes consolidés au 31 mars 2006 et semestriels au 30 septembre 2006.

La méthode de base retenue en IAS/IFRS pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode de la juste valeur, celle-ci sera en effet détaillée ci-après dans chaque principe.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

1.2 CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Les conventions générales des principes comptables IFRS impliquent de préciser les hypothèses de base retenues pour l'établissement des comptes. Ces hypothèses de base impliquent, entre autres, que la direction évalue la capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation, les états financiers devant être établis sur une base de continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention ou n'a pas d'autres solutions que de liquider l'entreprise ou de cesser son activité.

Les faits marquants de la clôture ou post clôture mettent en évidence les éléments suivants :

- Afin de faire face à une situation prévisible de crise de trésorerie, la société a mené des négociations avec son actionnaire majoritaire qui s'est engagé, sous réserve du maintien des concours bancaires, à souscrire et/ou garantir une augmentation de capital de 41,8 millions d'euros et qui, dans l'intervalle, a effectué des avances en compte courant les 24 novembre 2005, 13 décembre 2005 et 16 janvier 2006 pour des montants respectifs de 2, 3 et 2 millions d'euros, destinées à permettre à la société de tenir ses engagements financiers à court terme.
- Le 14 février 2006, le directoire a arrêté un plan d'affaires visant à restaurer la rentabilité de l'entreprise sur lequel le conseil de surveillance a émis, le même jour, un avis favorable.
- Des négociations sont en cours avec les banques de la société afin de maintenir les concours actuels jusqu'au 31 mars 2007.
- La baisse du chiffre d'affaires brutale sur le briquet due au contexte réglementaire de plus en plus contraignant, la performance commerciale défavorable de certains produits ou canaux de distribution, les effets de change et les éléments exceptionnels ont entraîné une

perte de rentabilité sensible à fin septembre 2005 et rendent probables des pertes significatives au cours du deuxième semestre 2005-2006. Cette situation tendue rend nécessaire la mise en œuvre du plan d'affaires arrêté le 14 février 2006 pour assurer la rentabilité future de la société.

Compte tenu des faits présentés ci-dessus, la continuité de l'exploitation se trouve être conditionnée par :

- la réalisation de l'augmentation de capital de 41,8 millions d'euros prévue au cours du premier trimestre de l'exercice 2006-2007
- le maintien des concours bancaires au moins jusqu'au 31 mars 2007, et
- la mise en œuvre effective du plan d'affaires.

Si ces conditions n'étaient pas remplies et la société ne pouvait poursuivre ses activités, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité de l'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer non appropriée.

1.3 METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés regroupent les comptes de S.T.Dupont S.A. et des filiales dans lesquelles S.T.Dupont S.A. exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession ; le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession. Les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale ; lors d'une acquisition, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les comptes des sociétés où le Groupe S.T.Dupont exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 2.

1.4 DATE D'ARRETE DES COMPTES

La date d'arrêté des comptes de S.T.Dupont S.A. est le 31 mars de chaque année. La date d'arrêté des comptes des filiales est également le 31 mars.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels arrêtés à cette date.

1.5 ELIMINATIONS DE CONSOLIDATION

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les résultats d'opérations intragroupe sont éliminés. Dans le cas de l'intégration globale, les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité. Ces éliminations concernent de plus les résultats de cession intragroupe ainsi que l'annulation des provisions pour dépréciation de titres consolidés ou sur prêts aux filiales consolidées. Les dividendes et acomptes sur dividendes en provenance de sociétés consolidées sont annulés pour la détermination du résultat consolidé. La valeur comptable de la participation de S.T.Dupont S.A. dans ses filiales et la part de S.T.Dupont S.A. dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées.

1.6 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS

La conversion des états financiers des sociétés établis en devises étrangères est effectuée d'après les principes suivants :

- au cours de clôture pour les comptes de bilan ;
- au cours moyen de la période pour les postes du compte de résultat.

Le cours moyen est la moyenne des cours de clôture mensuels, pondérée par les chiffres d'affaires mensuels. L'écart de conversion, résultant d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et, d'autre part, de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, est inclus dans les capitaux propres consolidés dans le poste " Réserve de conversion ".

Les taux de conversion des devises « out » en euros sont les suivants:

	Taux de clôture 30/09/05	Taux de clôture 31/03/05	Taux moyen 2005-2006
1 franc suisse	0.6422515	0.6451389	0.6422515
1 yen	0.0073411	0.0072004	0.0073798
1 livre sterling	1.4624209	1.4543651	1.4690809
1 dollar US	0.8317787	0.7738095	0.8317787
1 dollar de Hong Kong	0.1072156	0.0992063	0.1050325
1 nouveau dollar de Taiwan	0.0248740	0.0243155	0.0251897
1 dollar de Singapour	0.4919052	0.4687500	0.4850725
1 ringgit de Malaisie	0.2206497	0.2036706	0.2160320

1.7 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comptabilisés à la date de clôture du bilan incluent la caisse, les soldes bancaires, les placements, les créances, les dettes fournisseurs et les emprunts. Les méthodes spécifiques de comptabilisation retenues sont décrites dans la présentation des méthodes concernant chaque élément.

Le Groupe utilise également divers instruments financiers pour se prémunir de son exposition aux risques de variation des cours de change et des taux d'intérêt. Ces opérations de couverture sont effectuées avec des établissements de premier rang éliminant ainsi tout risque de contrepartie. Le principe et le mode de comptabilisation sont les suivants :

Couverture des risques de change

Le risque de change résultant des transactions commerciales est apprécié et couvert par la société mère dans le respect des règles de prudence. La société utilise différents instruments financiers pour couvrir ses positions, principalement des achats/ventes de devises à terme et des contrats d'options. Suivant la charte des engagements financiers entérinée par la direction de la Société, le

Groupe S.T.Dupont pourrait être amené à utiliser des nouveaux instruments financiers (N.I.F.). L'utilisation éventuelle de ces N.I.F. n'aura jamais un caractère spéculatif, mais aura pour unique but de couvrir au comptant ou à terme des opérations en cours ou futures afin d'assurer ou de figer des taux ou des revenus découlant des activités commerciales et industrielles de S.T.Dupont dans le cadre normal d'une bonne gestion.

Les pertes et les profits de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

Couvertures des risques de taux d'intérêts

Lorsque le Groupe souscrit à de l'endettement court terme à taux variable, il peut être amené à se couvrir pour sécuriser son endettement ou bénéficier d'opportunités en cas de détente de taux.

Les produits ou les pertes générés par les swaps de taux et les contrats PIBOR sont constatés dans le résultat financier prorata temporis sur la durée du contrat.

Impact des normes IFRS :

Les instruments dérivés sont, conformément aux dispositions des normes IAS 39 et IAS 32, comptabilisés au bilan en juste valeur. Dans le cas

d'une couverture de flux réalisés, les variations de valeur du dérivé sont rapportées au résultat de la période, venant ainsi ajuster les gains ou pertes latents reconnus sur l'instrument couvert à hauteur de la partie efficace. Dans le cas de flux futurs, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace.

1.8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce sont les actifs non monétaires identifiables, sans substance physique, qui sont détenus par le Groupe S.T. Dupont et destinés à la production ou à la fourniture de biens ou services, dont la durée d'utilisation prévue est supérieure à un exercice.

Le coût d'entrée des éléments incorporels répondant aux critères d'immobilisations correspond à leur prix d'achat, augmenté de tous les coûts directs engagés pour permettre à ces éléments de fonctionner selon leur objet.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité déterminée selon leur cycle ou leurs conditions d'exploitation :

Immobilisations incorporelles	Durée
Droit au bail	durée du bail
Moules et empreintes	3 ans
Frais de collection	6 mois
Logiciels	De 1 à 3 ans (si standard), de 5 à 10 ans (si spécifiques, ERP)

Impact des normes IFRS :

Les droits au bail sont amortis sur la durée du bail, à compter de l'entrée dans les lieux.

Les brevets et marques développés en interne, ainsi que les frais de dépôt cessent d'être reconnus comme actifs incorporels.

Les frais de moules et empreintes assimilables à des frais de développement sont désormais inscrits en immobilisations incorporelles. Ils figuraient auparavant au poste « charges à répartir sur plusieurs exercices ».

1.9 ECARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net

acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables ;
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'évaluation positifs ne sont pas amortis. Ils donnent lieu à des tests de dépréciation, dès lors qu'apparaissent des indices de perte de valeur de leur entité économique de rattachement et, qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, au moins une fois par an.

Impact des normes IFRS :

Les regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} avril 2004 étaient traités selon la méthode de l'acquisition. Le groupe a maintenu les goodwill ainsi reconnus, ainsi que les amortissements pratiqués jusqu'à cette date.

Conformément à la norme IFRS 3, ces goodwill, ramenés à une valeur brute égale à leur valeur nette au 31 mars 2004, ont été reclassés au niveau des entités en monnaie locale auxquelles ils se rattachent.

1.10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée probable d'utilité économique :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	20-25 ans
Agencements, aménagements, installations liées à des constructions	20-25 ans
Mobilier	3-10 ans
Matériel et outillage	3-8 ans
Agencements, aménagements, installations	5-10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Matériel micro-informatique	3 ans

Les immobilisations en cours sont classées par type d'immobilisations.

Impact des normes IFRS :

Le parc des immobilisations corporelles existantes a fait l'objet d'une revue exhaustive de ses durées d'utilité. Deux grandes catégories d'immobilisations ont été distinguées :

- les immobilisations supérieures à 50 milliers d'euros auxquelles l'approche par composants est applicable ; dans ce cadre, un calcul rétrospectif a été effectué ainsi que le recalcul des amortissements théoriques compte tenu des durées d'utilité de chaque composant ;
- les autres immobilisations, d'un montant inférieur à 50 milliers d'euros ou non décomposables ; pour ces immobilisations, seule la durée d'utilité a été revue et les amortissements ont été calculés rétrospectivement.

Le Groupe n'a pas opté pour la réévaluation des immobilisations prévue par le référentiel IFRS. Il privilégie le maintien des immobilisations au coût d'acquisition.

1.11 CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont considérés comme des contrats de location-financement dès lors qu'ils ont en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques attachés à l'usage du bien loué, indépendamment de la propriété.

Les autres contrats sont classés en location simple.

Impact des normes IFRS :

Le groupe S.T.Dupont a retraité rétrospectivement les contrats de location répondant aux caractéristiques d'une opération de location-financement. Ces contrats sont comptabilisés à l'actif et amortis sur leur durée d'utilité prévue qui coïncide avec la durée du contrat.

Les contrats concernés sont les contrats de location mobilière portant sur le matériel informatique et sur le parc de véhicules de société.

1.12 FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur constatation.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan lorsqu'ils sont porteurs d'avantages économiques futurs pour l'entreprise.

Impact des normes IFRS :

Le groupe a inscrit à l'actif de son bilan les frais de moules et empreintes engagés en vue de la production de nouvelles gammes de produits ainsi que les frais de collection de prêt-à-porter. Ces frais figuraient auparavant en « charges à répartir », ainsi que mentionné à la note 1.8 ci-dessus.

1.13 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition (ou de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût d'acquisition ou de production est déterminé selon la méthode du coût standard avec incorporation des écarts entre coût standard et coût réel selon la méthode « premier entré - premier sorti ».

L'incorporation des écarts est fondée sur la capacité normale de production de l'entreprise.

Les stocks et en-cours sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur nette de réalisation à la clôture de l'exercice.

Impact des normes IFRS :

Les variations des provisions sur stocks entrent désormais dans le coût des ventes et non en charges d'exploitation.

1.14 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée par client lorsque la valeur d'inventaire des créances, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à leur valeur comptabilisée.

1.15 DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les disponibilités correspondent aux liquidités, ainsi qu'aux dépôts à court terme pouvant être rendus immédiatement disponibles. Les découverts bancaires, les crédits spots et les lignes de trésorerie sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les placements financiers sont évalués à leur valeur liquidative à la date de clôture. Les actions d'auto contrôle acquises dans le cadre réglementaire de la régularisation des cours boursiers sont présentées en diminution des capitaux propres.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation à caractère financier.

1.16 ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AUTRES ENGAGEMENTS POSTERIEURS A LA RETRAITE

S.T.Dupont S.A. et ses filiales ont mis en place dans les différents pays des régimes de retraite à prestations définies et à contributions définies. Les actifs des régimes financés en externe sont détenus, indépendamment des actifs du Groupe, par des caisses de retraite ou des sociétés d'assurance.

Les régimes à prestations définies sont évalués par des actuaires indépendants chaque année sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, le coût de ces régimes est pris en charge dans le compte de résultat afin de répartir le coût régulièrement sur la carrière des employés. L'engagement de retraite est égal à la valeur actuarielle des décaissements futurs estimés et actualisés aux taux des obligations de l'Etat ayant des échéances similaires à l'engagement. Tous les écarts actuariels (gains et pertes) sont étalés sur la durée résiduelle probable de carrière des employés.

Les contributions du Groupe aux régimes à contributions définies sont prises en charge dans le compte de résultat pendant l'exercice auquel les contributions sont rattachables.

Le Groupe a un régime de couverture de santé pour les employés de S.T.Dupont S.A. qui sont partis en retraite avant le 1^{er} janvier 2001. Le coût estimé de cet engagement est provisionné sur la carrière selon une méthode comptable similaire à celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations définies. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuaire indépendant.

Impact des normes IFRS :

Suivant la norme IFRS-1, le groupe a opté pour la prise en compte des écarts actuariels non reconnus au 31 mars 2004, comme si la norme IAS 19 avait été appliquée depuis l'origine des plans afférents aux régimes de retraite.

1.17 AUTRES PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

En outre, le Groupe constate le passif estimé sur tous les produits encore sous garantie à la date du bilan. Cette provision est déterminée sur la base des données statistiques antérieures.

Enfin, une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels, des congés basés sur l'ancienneté, ainsi que la réduction du temps de travail, résultant des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

Au cours de l'exercice 2002-2003, le Groupe a signé un accord d'entreprise instituant des dispositifs de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS) et de cessation d'activité des salariés âgés (CASA) pour les employés de S.T.Dupont SA. Le coût estimé de cet engagement est provisionné, pour les employés pouvant bénéficier de ces dispositifs selon la méthode des unités de droit projetées. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuaire indépendant.

1.18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont comptabilisés à leur valeur nominale augmentée de la prime de remboursement sous la rubrique emprunts obligataires convertibles. La prime de remboursement est amortie au *pro rata temporis* et est calculée en fonction du taux indiqué au marché dans le cadre de l'émission. En cas de conversion des obligations, la dette est convertie en capital et prime d'émission, et la quote-part amortie de la prime de remboursement en prime de conversion.

Les frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires convertibles sont enregistrés en charges, au même titre que les frais financiers, en fonction du nombre d'obligations vivantes.

Impact des normes IFRS :

Suivant la norme IAS 32, les instruments financiers composés s'analysent en une composante passif et une composante capital. A la date de l'émission, la juste valeur de la composante passif est déterminée par application du taux d'intérêt prévalant sur le marché pour les emprunts non convertibles similaires.

La différence entre les produits de l'émission des emprunts convertibles et la juste valeur attribuée à la composante passif, qui représente l'option incorporée de conversion du passif en capitaux propres du Groupe, est incluse dans les capitaux propres. La valeur attribuée à l'option de conversion ne peut être modifiée dans les arrêtés ultérieurs. La composante passif est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les charges d'intérêts de la composante passifs sont calculées en appliquant le taux d'intérêt prévalant sur le marché pour les emprunts non convertibles similaires à l'instrument financier.

1.19 CONSTATATION DES PRODUITS

Le chiffre d'affaires net représente les ventes livrées du portefeuille de marques du Groupe qui est constitué par les produits fabriqués, de négoce et les accessoires s'y rattachant. Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits.

Les redevances de licences sont comptabilisées sur la base de la dernière déclaration des ventes réelles et calculées conformément aux conditions des contrats auxquels elles se rapportent. Elles incluent les droits d'entrée non récurrents négociés dans le cadre de nouveaux accords. Aucun coût futur n'est à anticiper au titre de ces revenus.

Impact des normes IFRS :

En IFRS, le chiffre d'affaires comprend désormais en plus du chiffre d'affaires produits et des royalties, les remises, les escomptes de règlements, les déductions pour retours.

La marge quant à elle comprend désormais, en plus du coût des produits vendus, les charges et produits du service après-vente, les variations de provisions sur stocks, le coût des mises au rebut et le coût des retours.

1.20 IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice des différentes sociétés intégrées. Les impôts différés sont calculés sur l'ensemble des différences temporaires existant à

la clôture de l'exercice en tenant compte du taux d'impôt en vigueur à cette même date ou du taux connu pour les exercices à venir.

Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du dernier taux d'imposition connu (méthode du report variable). Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur recouvrement est probable. Les impôts différés passifs n'ont pas été déterminés pour les retenues à la source et autres impôts qui seraient dus sur les réserves (non distribuées) de certaines filiales dans la mesure où de telles sommes sont réinvesties en permanence.

Impact des normes IFRS :

Les impôts différés ont été ajustés, lorsque nécessaire, au niveau de chaque entité consolidée pour tenir compte de l'incidence des retraitements IFRS affectant les réserves ou les résultats.

1.21 RESULTAT PAR ACTION

En accord avec la norme IAS 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé comme décrit ci-dessus, en tenant compte de l'impact maximal de la conversion de toutes les obligations convertibles et de la levée des options si la réalisation paraît probable compte tenu du cours de l'action par rapport au cours d'attribution de souscription. Ce calcul est effectué en tenant compte de l'annulation des frais financiers et de la dépréciation de la prime de remboursement et de l'effet d'impôt correspondant. Lorsque le résultat est déficitaire, le résultat dilué par action demeure identique au résultat par action.

1.22 DEPRECIATIONS D'ACTIFS (PERTES DE VALEUR)

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le groupe est amené à tester la valeur recouvrable de ses actifs corporels et incorporels, dès lors qu'apparaissent des indices de pertes de valeur les affectant et, qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, de tester annuellement la valeur recouvrable du goodwill, de toute immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée et de toute immobilisation incorporelle qui n'est pas encore mise en service. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

est la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Les UGT dont la valeur recouvrable est inférieure au montant des capitaux engagés (valeur comptable) font l'objet d'une dépréciation spécifique, sans qu'il soit possible de compenser ces dépréciations par les excédents de valeur recouvrable par rapport aux capitaux engagés pouvant exister sur d'autres UGT.

Les UGT pertinentes s'identifient aux entités juridiques du groupe qui couvrent une zone géographique déterminée, dont les caractéristiques sont homogènes.

1.23 INFORMATION SECTORIELLE

La norme IAS 14 conduit à subdiviser l'entreprise en sous-ensembles différenciables selon leur rentabilité et selon les risques économiques auxquels ils sont exposés. Dans cette optique, le Groupe a retenu deux niveaux d'analyse : un niveau par zone géographique (1^{er} secteur) regroupant les entités juridiques des pays à partir desquels sont distribués les produits du Groupe, et un niveau par activités (2^{ème} secteur) correspondant aux lignes de produits diffusées par le Groupe.

1.24 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de financement est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques et des valeurs mobilières de placement (à l'exception des actions auto détenues).

Impact des normes IFRS :

Le passage aux normes IFRS a entraîné une redéfinition partielle du contenu des agrégats :

- les charges et produits financiers liés à l'exploitation sont distingués de ceux liés aux opérations de financement. Les charges et produits payés ou encaissés apparaissent sur des lignes spécifiques. Cette présentation fait ressortir une amélioration de la capacité d'autofinancement et des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, tandis que les versements d'intérêts viennent impacter les flux provenant des opérations de financement.
- la prise en compte des locations-financements engendre des flux d'investissement et de désinvestissement et des flux d'augmentation et de diminution des dettes financières.
- les mouvements relatifs aux emprunts à court terme, aux découverts bancaires permanents et aux instruments de financement assimilés apparaissent dans les opérations de financement sous l'intitulé « autres flux liés aux opérations de financement ».

2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pourcentage d'intérêt			Méthode		
	30/09/2005	31/03/2005	31/03/2004	30/09/2005	31/03/2005	31/03/2004
S.T.Dupont S.A. (France)	-	-	-	Société mère		
S.T.Dupont S.p.A. (Italie)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont S.A. (Suisse)	97	97	97	IG	IG	IG
S.T.Dupont Japan K.K. (Japon)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Ltd (Royaume-Uni)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Deutschland Gmbh (Allemagne)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Benelux (Belgique)	100	100	100	IG	IG	IG
D. Marketing S.N.C. (France)	-	-	-	-	-	-
S.T.Dupont Finance (France)	100	100	100	IG	IG	IG
Orfarlabo (Espagne)	33,33	33,33	33,33	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont, Inc. (Etats-Unis)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour - succursale à Taiwan)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Shanghai Ltd (Chine)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Export Ltd (Hong Kong)	25	25	25	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd (Singapour)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	100	100	100	IG	IG	IG

IG : intégration globale - MEE : mise en équivalence

3 INFORMATION SECTORIELLE

3.1 INFORMATION 1^{ER} SECTEUR : PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

COMPTE DE RESULTATS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Europe	Asie	Autres	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	29 778	13 283		43 061
Inter-secteurs	(7 997)	-		(7 997)
Chiffre d'affaires net produits	21 781	13 283		35 064
Autres produits des activités ordinaires	1 491	743		2 234
Produits des activités ordinaires	23 272	14 026		37 298
Coûts des ventes	(13 602)	(7 919)		(21 521)
Marge brute	9 670	6 107		15 777
Frais de communication	(2 170)	(480)		(2 650)
Frais commerciaux	(4 660)	(4 160)		(8 820)
Frais généraux et administratifs	(8 209)	(1 238)		(9 447)
Autres produits et charges d'exploitation	(1 277)	(88)	(16)	(1 381)
Résultat opérationnel avant pertes de valeur	(6 646)	141	(16)	(6 521)
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	(21 120)	(1 396)		(22 516)
Résultat opérationnel	(27 766)	(1 255)	(16)	(29 037)
Coût de l'endettement financier net	(1 004)	90		(914)
Autres produits et charges financiers	(414)	(64)		(478)
Impôts sur les résultats	(262)	(520)		(782)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(256)	-		(256)
Résultat net avant sociétés arrêtées ou en cours de cession	(29 702)	(1 749)	(16)	(31 467)
Résultat net des sociétés arrêtées ou en cours de cession				-
Résultat net des entreprises intégrées	(29 702)	(1 749)	(16)	(31 467)
Résultat net – part du Groupe	(29 702)	(1 749)	(16)	(31 467)
Résultat net – intérêts minoritaires				-

3.2 INFORMATION 2^{EME} SECTEUR : PAR ACTIVITES

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004
Chiffres d'affaires (y compris Royalties)				
Briquets et stylos		19 153	52 939	23 627
Mode et Maroquinerie		13 539	27 814	12 446
Autres Produits		4 606	10 403	4 381
Non alloués				
Total		37 298	91 156	40 454
Résultat Opérationnel :				
Briquets et stylos		7 664	22 639	10 151
Mode et Maroquinerie		6 410	13 902	6 260
Autres Produits		1 704	5 367	2 541
Non alloué	(1)	(22 299)	(44 893)	(19 952)
Pertes de valeur sur actifs		(22 516)	-	-
Total		(29 037)	(2 985)	(1 000)
Actifs Totaux :				
Briquets et stylos		16 808	14 375	13 504
Mode et Maroquinerie		6 849	6 380	5 877
Autres Produits		2 385	2 163	1 706
Non alloués	(2)	43 222	76 083	74 216
Total		69 264	99 001	95 303
Investissements de l'année :				
Briquets et stylos		573	3 222	1 552
Mode et Maroquinerie		32	179	86
Autres Produits		10	54	26
Non alloués		858	4 313	1 826
Total		1 473	7 768	3 490

Notes :

(1) Au compte de résultat, les éléments non alloués représentent les coûts communs aux différentes activités (développement, marketing, commercialisation, administration).

(2) Au bilan, les stocks de produits finis ainsi que les immobilisations réservées à une gamme de produits déterminée sont affectés par activités. Les autres postes, communs aux activités, ne sont pas affectés. L'impact du calcul de la perte de valeur n'a pas été alloué aux lignes d'activités.

4 ECARTS D'ACQUISITION

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAISIE	TOTAL
VALEURS BRUTES					
Valeur brute au 31/03/2004	10 336	863	212	170	11 581
Ajustements IFRS : voir note 1.9 - les écarts d'acquisition sont désormais rattachés au niveau des entités en monnaie locale, pour leur valeur nette :					
Reclassement des amortissements reconnus jusqu'au 31/03/2004	(7 236)	(863)	(175)	(142)	(8 416)
Ecart de conversion	193	-	(8)	(5)	180
au 01/04/2004	3 293	-	29	23	3 345
Ecart de conversion	(43)	-	(1)	(1)	(45)
au 30/09/2004	3 250	-	28	22	3 300
Ecart de conversion	(136)	-	(1)	(1)	(138)
au 31/03/2005	3 114	-	27	21	3 162
Ecart de conversion	251	-	2	2	255
au 30/09/2005	3 365	-	29	23	3 417

Retraitements des amortissements (à partir du bilan d'ouverture en normes IFRS)

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAISIE	TOTAL
AMORTISSEMENTS					
Au 31/03/2004	(7 236)	(863)	(175)	(142)	(8 416)
Ajustements IFRS : voir note 1.9 - rattachement au niveau des entités en monnaie locale					
Reclassement	7 236	863	175	142	8 416
Au 01/04/2004	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
au 30/09/2004	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
au 31/03/2005	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
au 30/09/2005	-	-	-	-	-

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAISIE	TOTAL
VALEUR NETTE COMPTABLE					
au 01/04/2004	3 293	-	29	23	3 345
au 30/09/2004	3 250	-	28	22	3 300
au 31/03/2005	3 114	-	27	21	3 162
au 30/09/2005	3 365	-	29	23	3 417

L'adoption des normes IFRS a entraîné le reclassement des écarts d'acquisition pour leur valeur nette au 31 mars 2004 dans les entités dont ils sont issus. Ce reclassement, concernant les entités situées hors zone Euro, génère des écarts de change enregistrés dans les capitaux propres.

En outre, ces écarts d'acquisition cessent d'être amortis linéairement et font l'objet de tests de valeur dans le cadre de l'application de la norme IAS 36. Les tests pratiqués au 30 septembre 2005 ont mis en évidence qu'il n'y avait pas lieu de déprécier ces écarts.

5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
VALEUR BRUTE					
au 31/03/2004	1 064	3 827		5 503	10 394
Ajustements IFRS	(414)		2 912		2 498
au 01/04/2004	650	3 827	2 912	5 503	12 892
Acquisitions		300	384	767	1 451
Cessions ou mise au rebus		(321)	(1 400)	(5)	(1 726)
Effet de change	6			(20)	(14)
Autres			456	(211)	245
au 31/03/2005	656	3 806	2 352	6 034	12 848
Acquisitions			397	215	612
Cessions			(1 290)		(1 290)
Effet de change	(4)			4	-
Autres					
au 30/09/2005	652	3 806	1 459	6 253	12 170

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
AMORTISSEMENTS					
au 31/03/2004	(852)	0	0	(4 012)	(4 864)
Ajustement IFRS	202	(3 640)	(2 386)	817	(5 007)
au 01/04/2004	(650)	(3 640)	(2 386)	(3 195)	(9 871)
Dotations		(39)	(466)	(621)	(1 126)
Reprises		155	1 400	6	1 561
Effet de change	(6)			19	13
Autres			6		6
au 31/03/2005	(656)	(3 524)	(1 446)	(3 791)	(9 417)
Dotations		(22)	(325)	(348)	(695)
Reprises			1 290		1 290
Effet de change	4			(5)	(1)
Autres					
au 30/09/2005	(652)	(3 546)	(481)	(4 144)	(8 823)

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
DEPRECIATIONS CUMULEES					
au 31/03/2004					
Ajustements IFRS					
au 01/04/2004					
Pertes de valeur comptabilisées en charges					
Effet de change					
Autres					
au 31/03/2005					
Pertes de valeur comptabilisées en charges (*)		(260)	(978)	(2 109)	(3 347)
Pertes de valeur comptabilisées en réserves					
Reprise de pertes de valeur comptabilisée en produits					
Reprise de pertes de valeur comptabilisée en produits sur cession filiale					
Reprise de pertes de valeur comptabilisée en réserves					
Perte de valeur sur acquisition de filiale					
Effet de change					
Autres					
au 30/09/2005					
		(260)	(978)	(2 109)	(3 347)

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au Bail	R&D	Autres	Total
VALEUR NETTE COMPTABLE					
au 01/04/2004	-	187	526	2 308	3 021
au 31/03/2005	-	282	906	2 243	3 431
au 30/09/2005	-	-	-	-	-

(*) Cf. note 23 relative aux dépréciations d'actifs.

Les "Brevets, marques, savoir-faire" correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure. Ils sont totalement amortis.

Les "Droits au bail" correspondent aux droits au bail de boutiques S.T. Dupont en Europe, et sont amortis en normes IFRS sur la durée du bail.

Les "frais de Recherche et Développement" comprennent les frais engagés pour la conception et la fabrication de nouvelles lignes de produits ou de nouvelles technologies s'y rapportant, et les frais de collection de l'activité prêt-à-porter masculin. Avant l'adoption des normes IFRS, ces frais figuraient en «charges à répartir» et ont été reclassés au 1^{er} avril 2004 comme suit : en valeur brute pour 2 912 milliers d'euros (dont moules et empreintes : 2 660 milliers d'euros, frais de collection : 252 milliers d'euros) et en amortissements pour 2 386 milliers d'euros (moules et empreintes).

Les "Autres immobilisations incorporelles" correspondent essentiellement à des logiciels.

6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
VALEUR BRUTE						
au 31/03/2004	162	4 144	10 746	22 758	6 949	44 759
Ajustements IFRS					1 176	1 176
au 01/04/2004	162	4 144	10 746	22 758	8 125	45 935
Acquisitions		77	2 241	1 686	2 314	6 318
Acquisitions contrats de location long terme					49	49
Cessions ou mise au rebut			(2 831)	(223)	(996)	(4 050)
Sortie d'un contrat de location long terme					(27)	(27)
Effet de change			(14)	(2)	(107)	(123)
Autres			(53)	(2)	56	1
au 31/03/2005	162	4 221	10 089	24 217	9 414	48 103
Acquisitions			199	194	353	746
Acquisitions contrats de location long terme					535	535
Cessions ou mise au rebut			(92)	(11)	(234)	(337)
Sortie d'un contrat de location long terme					(381)	(381)
Effet de change			44	3	91	138
Autres						
au 30/09/2005	162	4 221	10 240	24 403	9 778	48 804

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
AMORTISSEMENTS						
au 31/03/2004	-	(2 597)	(6 971)	(18 286)	(5 466)	(33 320)
Ajustements IFRS		375	1 107	3 968	(547)	4 903
au 01/04/2004	-	(2 222)	(5 864)	(14 318)	(6 013)	(28 417)
Dotations		(110)	(860)	(1 195)	(982)	(3 147)
Dotation sur leasing LT					(258)	(258)
Reprises suite à cession ou mise au rebut		60	2 840	188	873	3 961
Reprise sur leasing LT					11	11
Effet de change			14	1	70	85
Autres						
au 31/03/2005	-	(2 272)	(3 870)	(15 324)	(6 299)	(27 765)
Dotations		(51)	(475)	(638)	(560)	(1 724)
Dotation sur leasing LT					(161)	(161)
Reprises suite à cession ou mise au rebut			92		191	283
Reprise sur leasing LT					359	359
Effet de change			(22)	(2)	(54)	(78)
Autres						
au 30/09/2005	-	(2 323)	(4 275)	(15 964)	(6 524)	(29 086)

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
DEPRECIATIONS CUMULEES						
au 31/03/2004	0	0	0	0	0	0
Ajustement IFRS						0
au 01/04/2004	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur comptabilisées en charges						0
Effet de change						0
Autres						0
au 31/03/2005	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur comptabilisées en charges (*)	(162)	(1 898)	(5 734)	(8 427)	(2 948)	(19 169)
Pertes de valeur comptabilisées en réserves						0
Reprise de pertes de valeur comptabilisée en produits						0
Reprise de pertes de valeur comptabilisée en produits sur cession filiale						0
Reprise de Pertes de valeur comptabilisée en réserves						0
Effet de change						0
Autres						0
au 30/09/2005	(162)	(1 898)	(5 734)	(8 427)	(2 948)	(19 169)
VALEUR NETTE COMPTABLE						
au 01/04/2004	162	1 922	4 882	8 440	2 112	17 518
au 31/03/2005	162	1 949	6 219	8 893	3 115	20 338
au 30/09/2005	-	-	231	12	306	549

(*) Cf. note 23 relative aux dépréciations d'actifs.

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la société mère et de son centre industriel.

Le poste " Autres immobilisations corporelles " comprend :

- d'une part du mobilier de bureau, des agencements divers, et meubles de présentoirs,
- d'autre part des " immobilisations financées par des contrats de location financement " en application du référentiel IFRS, ainsi que décrit à la note 1.11.

Au 30/09/2005, ces " immobilisations financées par des contrats de location financement " se répartissent en :

(En milliers d'Euros)	Matériel informatique	Véhicules de société	Total
Valeur brute	509	847	1 356
Amortissements	(130)	(587)	(717)
Dépréciation (IAS 36)	(379)	(236)	(615)
Valeur nette	-	24	24

7 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Orfarlabo	506	761	730	815			815
S.T.Dupont Export Ltd	7	7	7	7			7
Valeur d'équivalence	513	768	737	822	0	0	822

CHIFFRES CLES DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE :

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Total Actifs	4 639	4 639	4 667	4 667			4 667
Total Passifs	4 639	4 639	4 667	4 667			4 667
Chiffre d'affaires	2 429	742	2 720	2 720			2 720
Résultat net	(536)	(152)	(256)	(256)	0	0	(256)

La société Orfarlabo S.A est une filiale de S.T.Dupont S.A à hauteur de 33,33% qui assure la distribution entre autres marques des produits S.T.Dupont sur le marché Espagnol.

La société Hong-Kong Export est détenue à 75% par D and D International B.V qui détient également environ 55,8% de S.T.Dupont S.A., cette filiale est dormante à ce jour.

8 STOCKS ET EN COURS

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Matières Premières	3 812	4 057	3 793	3 411			3 411
Produits et en- cours / semi ouverts	8 907	10 557	10 545	7 550			7 550
Marchandises et Produits finis	23 637	19 544	18 080	15 039			15 039
Pièces détachées et consommables	1 552	1 374	1 376	1 096			1 096
Total Valeur Brute	37 908	35 532	33 794	27 096	0	0	27 096
Matières Premières	(1 124)	(1 363)	(1 439)	(1 303)			(1 303)
Produits et en- cours / semi ouverts	(2 134)	(1 736)	(1 726)	(1 328)			(1 328)
Marchandises et Produits finis	(3 253)	(2 669)	(2 707)	(2 563)			(2 563)
Pièces détachées et consommables	(232)	(231)	(325)	(314)			(314)
Total provision pour dépréciation	(6 743)	(5 999)	(6 197)	(5 508)	0	0	(5 508)
Matières Premières	2 688	2 694	2 354	2 108			2 108
Produits et en- cours / semi ouverts	6 773	8 821	8 819	6 222			6 222
Marchandises et Produits finis	20 384	16 875	15 373	12 476			12 476
Pièces détachées et consommables	1 320	1 143	1 051	782			782
Total Valeur Nette	31 165	29 533	27 597	21 588	0	0	21 588

Au 30 septembre 2005, les provisions représentent 36,4% de la valeur brute des stocks totaux faisant l'objet d'une provision, contre 41,2 % au 31 mars 2005.

9 CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Clients *	13 912	16 319	16 592	16 427			16 427
dont créances à recevoir de sociétés associées							
Orfarlabo			-				-
Hong Kong Export			-				-
Effets à recevoir	1 687	3 703	3 430	3 788			3 788
Créances avec les sociétés liées :							
- Harvey Nichols	19	35	9	-			-
- D Marketing Japan	-	1	2	4			4
- Dickson Concept Ltd	11	-	-	-			-
- Seibu	55	104	56	160			160
- Bondwood Investment	327	306	566	304			304
- Hincley Retail Store	15	-	66	47			47
- Autres	18	17	19	58			58
Total valeur brute	16 044	20 485	20 740	20 788	0	0	20 788
Provision pour Dépréciation des Clients	(896)	(980)	(1 204)	(1 296)			(1 296)
Total valeur nette	15 148	19 505	19 536	19 492	0	0	19 492

* dont 7 654 milliers d'euros de créances cédées à titre de garantie à un pool de banques (4 445 milliers d'euros au 31 mars 2005).

Au 30 septembre 2005, le total des créances clients non encore échues s'élève à 14 427 milliers d'euros et les créances échues depuis plus de 6 mois représentent 260 milliers d'euros.

10 AUTRES CREANCES

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Prêt au management							
Charges constatées d'avance	881	742	849	683			683
Prime de remboursement	-	-	-	9			9
Taxe sur la valeur ajoutée	860	1 193	1 371	1 005	1 005		
Autres créances	1 925	1 908	3 256	1 960	(1 145)		3 105
Charges à répartir	-	-	-	-	(11)	(526)	537
Autres prêts et avances	131	357	282	142	142		
Total	3 797	4 200	5 758	3 799	(9)	(526)	4 334

11 ACTIFS FINANCIERS NETS

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Instruments financiers	10	74	-	-
Actifs financiers courants	10	74	-	-
Autres immobilisations financières	1 538	1 551	1 112	950
Instruments financiers	104	-	-	-
Actifs financiers non courants	1 642	1 551	1 112	950

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie. Les instruments financiers représentent la juste valeur des couvertures de change.

12 DISPONIBILITÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Valeur Mobilières de Placement	230	202	238	9 169		(52)	9 221
Dépôts à terme	3 515	5 916	5 426	6 390			6 390
Comptes courants bancaires	8 197	7 636	6 818	5 714			5 714
Total valeur brute	11 942	13 754	12 482	21 273	0	(52)	21 325
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement				(40]			(40)
Total valeur nette	11 942	13 754	12 482	21 233	0	(52)	21 285

Les valeurs mobilières de placement correspondent essentiellement à des SICAV. En application du référentiel IFRS, les actions auto détenues sont désormais présentées en diminution des capitaux propres.

13 CAPITAUX PROPRES

Au 30 septembre 2005, le capital de S.T.DUPONT SA s'élève à 9962 758,40 euros réparti en 6226 724 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,60 euro.

Aucune conversion d'obligation convertible (OCEANE) n'est intervenue au cours du premier semestre de l'exercice 2005-2006.

14 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total provisions courantes	Provisions pour retraites et autres avantages à long terme	Total
Au 31/03/2004	1 630	1 666	2 022	5 318	4 366	9 684
Ajustement IFRS					2 092	2 092
au 01/04/2004	1 630	1 666	2 022	5 318	6 458	11 776
Dotations		637	20	657		657
Reprises utilisées		(707)	(802)	(1 509)		(1 509)
Reprise non utilisées		(241)	(82)	(323)		(323)
Effet de change		(11)		(11)	86	75
Impact d'actualisation				0		0
Autres				0		0
Au 30/09/2004	1 630	1 344	1 158	4 132	6 544	10 676
Dotations	498	325	159	982	920	1 902
Reprises utilisées	(426)	(148)	(260)	(834)	(172)	(1 006)
Reprise non utilisées		(143)		(143)	(237)	(380)
Effet de change		(28)		(28)	(130)	(158)
Impact d'actualisation				0	(165)	(165)
Autres				0	(18)	(18)
Au 31/03/2005	1 702	1 350	1 057	4 109	6 742	10 851
Dotations		1 106		1 106	340	1 446
Reprises utilisées		(545)	(370)	(915)	(55)	(970)
Reprise non utilisées		(22)	(8)	(30)		(30)
Effet de change		66		66	13	79
Impact d'actualisation				0		0
Autres				0		0
Au 30/09/2005	1 702	1 955	679	4 336	7 040	11 376

Une provision pour garantie est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des produits vendus en France et à l'étranger. Cette provision est calculée annuellement sur une base statistique du nombre de retours de produits neufs.

L'évolution des provisions pour autres risques découle principalement de l'actualisation des provisions pour litiges.

Le litige opposant le Groupe S.T.Dupont aux autorités fiscales allemandes à propos des prix de transfert entre la maison mère et sa filiale allemande couvrant les exercices 1988 à 1998 a connu une évolution favorable, la Cour Européenne d'Arbitrage ayant rendu une décision en faveur de S.T.Dupont. L'administration fiscale allemande a reversé en octobre 2005 une somme de 160 milliers d'euros au titre des années 1988-1989-1990, mais rejette la décision applicable aux exercices suivants, au motif que l'avenant prolongeant la convention européenne au-delà de 1999 n'avait pas encore été ratifié par l'ensemble des Etats membres.

Le groupe a été amené à rompre sa relation contractuelle avec un intermédiaire qui avait été mandaté pour assurer le suivi d'une production sous-traitée à l'étranger. Il considère avoir subi les conséquences dommageables du non respect des obligations contractuelles et les informations disponibles à ce jour sur l'évolution de ce litige ne sont pas de nature à justifier la constitution d'une provision pour risque.

L'échéance prévue des provisions pour autres risques est comprise dans une fourchette de 1 à 3 ans, à l'exception de la provision pour risque fiscal allemand pour laquelle l'échéance de paiement dépendra de l'avancement de la procédure en cours.

Les provisions pour charges correspondent principalement au solde du plan social en France et à une provision pour une partie de la population du site industriel dans le cadre d'accords de la métallurgie (CATS/CASA) pour un montant de 587 milliers d'euros après utilisation de 258 milliers d'euros au 30 septembre 2005, couvrant les dépenses engagées à ce titre.

15 RÉGIME D'AVANTAGES SALARIAUX OFFERTS AUX EMPLOYÉS

Le Groupe comptabilise les prestations postérieures à l'emploi (retraite, couverture médicale) et autres avantages à long terme (primes d'ancienneté, médailles du travail), conformément à la norme IAS 19 «Avantages au personnel », en tenant compte de la nature des régimes applicables (régimes à cotisations définies, régimes à prestations définies) et des spécificités de chaque pays.

En application de la norme IFRS-1, le Groupe a opté pour l'enregistrement des écarts actuariels identifiés au 31 mars 2004, la contrepartie étant imputée sur les réserves consolidées.

Par ailleurs, le Groupe gère en France un plan de préretraite pour les employés (CATS/CASA). Ce plan est partiellement financé par le gouvernement.

Au 30 septembre 2005, les provisions correspondantes sont ajustées en fonction des mouvements intervenus au cours du semestre.

16 PLANS DE STOCKS-OPTIONS

Conformément à la norme IFRS-2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe a comptabilisé une charge correspondant aux avantages liés à l'octroi d'options de souscription ou d'achats d'actions à un prix convenu.

Sur le premier semestre de l'exercice 2005-2006, une charge de 357 milliers d'euros a été ainsi constatée, en relation avec le plan d'options en cours mis en place le 4 janvier 2005.

17 EMPRUNT OBLIGATAIRE CONVERTIBLE

Le 14 avril 2004, le Groupe S.T.Dupont a procédé à l'émission d'une OCEANE d'un montant de 22 500 milliers d'euros, représentée par 4 756 871 obligations convertibles en actions d'une valeur nominale de 4,73 euros. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 71,55 % par D&D international B.V. Elles sont remboursables en totalité au 1^{er} avril 2009.

Cet emprunt porte intérêt de 7,00% payable à terme échu le 1^{er} avril de chaque année. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2004-2005, payée le 1^{er} avril 2005, s'élève à 1 518 milliers d'euros.

Aucune conversion d'obligations en actions n'est intervenue sur le premier semestre de l'exercice en cours.

Incidence du passage aux normes IFRS :

En application de la norme IAS 32, l'OCEANE s'analyse comme un instrument financier hybride comprenant une composante capital (liée à la faculté de conversion) et une composante dette. Elle est valorisée selon la méthode du coût amorti.

La juste valeur de la composante capital de l'OCEANE incluse dans les autres dettes a été déterminée lors de l'émission obligataire, elle a été calculée avec un intérêt au taux de marché ; le montant résiduel est inclus dans le poste autres réserves du capital

Le montant de la juste valeur de la composante capital de l'OCEANE au 30 septembre 2005 s'élève à 1 951 milliers d'euros et a été calculée avec un taux de 9,21%, les intérêts sur l'OCEANE ont été calculés en utilisant la méthode des taux effectifs en appliquant un taux de 10,31% à la composante dette de l'OCEANE.

Suivi en nombre et en valeur nominale

(En milliers d'euros)	En nombre	En valeur
Emission du 14-04-2004	4 756 871	22 500
Conversions	(207)	(1)
Au 31/03/2005	4 756 664	22 499
Conversions	-	-
Au 30/09/2005	4 756 664	22 499

Situation bilantielle

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005
Valeur Nominale de l'Emission Obligataire	22 499	22 499
Frais d'émission	(621)	(710)
Valeur nette	21 878	21 789
Dont :		
Composante capital	1 951	1 943
Composante dette	19 927	19 846
Ajustement du coût amorti	682	430
Composante dette au bilan	20 609	20 276
Dont part à moins d'un an	-	-
Dont part à plus d'un an	20 609	20 276

Charge d'intérêts

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005
Intérêts courus en début de période	1 949	-
Intérêts comptabilisés	1 037	1 949
Intérêts payés	(1 519)	
Intérêts courus en fin de période	1 467	1 949
Dont part à moins d'un an	785	1 519
Dont part à plus d'un an	682	430

18 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Au 30 septembre 2005, les lignes de crédit non utilisées s'élèvent à 1 912 milliers d'euros. Les lignes de crédit sont garanties par des cessions de créances (« Loi Dailly ») pour un montant de 7 654 milliers d'euros au 30 septembre 2005.

L'emprunt de 43 milliers d'euros, remboursable sur 10 ans, originellement à partir de 2004, correspond à une subvention obtenue en 2002 dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets.

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	31/03/2004
Découverts	11 399	8 571	6 830	2 731
Emprunts à court terme	7 954	5 419	2 554	15 642
Dettes sur contrats de location-financement	289	163	186	246
Emprunts et dettes financières courantes	19 642	14 153	9 570	18 619
Emprunts à long terme	43	46	48	48
Dettes sur contrats de location-financement	368	134	210	281
Emprunts et dettes financières non courantes	411	180	258	329
Total des emprunts et dettes financières	20 053	14 333	9 828	18 948

19 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Fournisseurs et comptes rattachés	5 660	9 992	8 614	5 484			5 484
dont :							
Dettes à payer à des sociétés associées							
Orfarlabo							
Hong Kong Export							
Effets à payer	917	1 418	1 456	1 490			1 490
Dettes avec sociétés liées :							
- Dickson Concepts Ltd	2	2	2	15			15
- Dickson Concepts (retail)	4		5				
- Dickson Concepts (wholesale)	15	7	10	10			10
- Dickson com.Ltd (Open Way Co Ltd)	13						
- Ever Success Management Ltd	9						
- Golden Creation Retail division (Hong Kong)		7	8	10			10
- Leading Way Apparel Shanghai				41			41
- Hinkley retail division		10					
- Asset Pro Apparel (Shenzen) Ltd	6	7	248				
- Autres	11	8	4	15			15
Total	6 637	11 451	10 347	7 065			7 065

20 AUTRES DETTES

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004	Reclassements	Ajustements	31/03/2004
Dettes sociales	5 190	5 838	5 317	5 917			5 917
Taxe sur la valeur ajoutée	2 056	923	1 489	1 602			1 602
Produit Constaté d'avance	207	198	136	128			128
Autres dettes	2 752	4 010	2 571	3 250			3 250
Total	10 205	10 969	9 513	10 897			10 897

21 IMPOTS SUR LES SOCIETES ET IMPOTS DIFFERES

Charge d'impôt sur le résultat

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	31/03/2004
Impôts courants	(122)	(199)	(338)	(695)
Impôts différés	(660)	(211)	-	26
Total	(782)	(410)	(338)	(669)

Situation bilantielle

	Actif		Passif	
(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2005
Impôts sur les sociétés	833	1 782	26	-
Impôts différés	248	578	29	19
Total impôts courants	1 081	2 360	55	19
Impôts sur les sociétés	-	-	-	-
Impôts différés	-	325	-	24
Total impôts non courants	-	325	-	24
Total	1 081	2 685	55	43

Dont :

Impôts sur les sociétés	833	1 782	26	-
Impôts différés	248	903	29	43

Les créances d'impôt sur les sociétés incluent également un montant à recevoir de 444 milliers d'euros comptabilisé depuis le 31 mars 2002 dans le cadre de la procédure d'arbitrage auprès de la Cour Européenne d'arbitrage portant sur le risque fiscal allemand, afin de prendre en compte le principe de non double imposition. Ce principe se traduira en effet, au terme du litige, par un remboursement de la double imposition par l'une des deux administrations fiscales, française ou allemande, selon l'accord trouvé. La Cour Européenne d'Arbitrage a statué en faveur de S.T.Dupont le 19 avril 2005 sur les 3 premières années concernées.

Variation des impôts différés

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	31/03/2004
Solde d'impôts différés actifs ouverture	903	1 147	1 147	1 310
Solde d'impôts différés passifs ouverture	(43)	(36)	(12)	(195)
Solde net d'impôts différés ouverture	860	1 111	1 135	1 115
Ajustements IFRS			(24)	
Solde ouverture après ajustements IFRS	860	1 111	1 111	1 115
Variation au compte de résultat	(660)	(211)	-	26
Variation de change	18	(40)	-	(5)
Autres variations	1			(1)
Solde en fin de période	219	860	1 111	1 135

Dont :

Impôts différés actif	248	903	1 147	1 147
Impôts différés passif	(29)	(43)	(36)	(12)

Compte tenu de situations devenues déficitaires, les impôts différés actifs de la filiale japonaise et de la filiale de Singapour ont été repris en résultat (respectivement -517 et - 4 milliers d'euros).

22 INSTRUMENTS FINANCIERS

Situation bilantielle

	Actif		Passif	
(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2005
Instruments financiers courants	10	74	166	24
Instruments financiers non courants	104	-	184	40
Total	114	74	350	64

Variation des justes valeurs

	Actif – Passif		Capitaux propres	
(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2005
Solde d'ouverture (actif)	74	-	-	-
Solde d'ouverture (passif)	(64)	-	(27)	-
Solde net d'ouverture	10	-	(27)	-
Ajustements IFRS		10	-	(27)
Solde ouverture après ajustements IFRS	10	10	(27)	(27)
Variation au compte de résultat	(246)	-	(189)	-
Variation de change	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Solde en fin de période	(236)	10	(216)	(27)
Dont :				
Solde de clôture (actif)	114	74	-	-
Solde de clôture (passif)	(350)	(64)	(216)	(27)

23 DEPRECIATIONS D'ACTIFS (PERTES DE VALEUR)

La dégradation de la performance économique de l'entreprise durant le premier semestre de 2005-2006 entraîne une dépréciation significative des actifs figurant au bilan.

Ainsi qu'exposé précédemment (note 1.22), la méthode de test conduit à analyser la performance des différentes Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des zones géographiques. Pour ce faire, les actifs ont été répartis par UGT sur la base des informations comptables. Pour certains éléments, détaillés ci-dessous, des retraitements ont été apportés pour que ces éléments aient un véritable sens économique. Il s'agit principalement :

- Des stocks de certaines UGT qui sont en livraison directe à partir de la France et qui ne portent donc pas un stock représentant la réalité économique de ces UGT. L'impact net correspond à une diminution du stock de l'UGT France de 1 739 milliers d'euros et une augmentation corrélative des stocks des UGT concernées du même montant.
- De certains frais communs (Communication, Prestations centralisées) qui sont engagés par l'UGT France pour le compte d'autres UGT. Certaines de ces dépenses ne sont pas incorporées dans les prix de transfert et/ou ne sont pas refacturées. Elles correspondent néanmoins à une réalité économique que l'UGT concernée aurait à supporter si elle était indépendante. En conséquence, les coûts de l'UGT France ont été diminués de 668 milliers d'euros et ceux des UGT concernées ont été augmentés du même montant. Aussi, certaines éliminations de consolidation ont été neutralisées afin de conserver dans chaque UGT les coûts appropriés.
- Afin de tenir compte de la situation financière de certaines filiales, l'UGT France est conduite à accorder un crédit client qui va bien au-delà des conditions « normales » de règlement qui sont de 60 jours. Le poste clients de l'UGT France a donc été diminué de 4 967 milliers d'euros pour tenir compte de ce crédit client et le poste fournisseurs des filiales concernées a été augmenté du même montant.

- L'UGT Hong-Kong/Chine prête à l'UGT France un montant de 3 316 milliers d'euros. Ce prêt est annulé en consolidation mais correspond bien dans la notion d'UGT à une ressource financière pour l'UGT France et un emploi pour l'UGT Hong-Kong/Chine. En conséquence, les capitaux engagés de l'UGT France ont été augmentés de 3 316 milliers d'euros et ceux de l'UGT Hong-Kong/Chine diminués du même montant.

Comme indiqué dans la note 1.2, la continuité de l'exploitation est subordonnée à certaines conditions dont notamment la mise en œuvre effective du plan d'affaires. De ce fait, la détermination d'une valeur recouvrable correspondant à une « valeur d'utilité » n'a pas été retenue parce que la non prise en compte du plan d'affaires et de ses effets potentiels futurs ainsi que l'exige la norme IAS 36 conduirait à des flux futurs nets de trésorerie actualisés aboutissant à une valeur recouvrable nulle ou négative.

Les tests de valeur ont donc été réalisés sur la base d'une valeur recouvrable correspondant à la « juste valeur ». Cette valeur a été déterminée en prenant comme hypothèse sous-jacente qu'un investisseur externe serait conduit, non seulement, à recapitaliser la société mais également à adapter ses coûts au niveau du chiffre d'affaires actuel et du potentiel de chiffre d'affaires généré par l'existence d'une marque à forte notoriété disposant d'un réseau de distribution en propre ainsi que de franchisés.

Les tests de valeur ont été réalisés avec l'assistance d'un expert indépendant qui, sur la base des hypothèses transmises par la société, a effectué les opérations d'évaluation des « justes valeurs » sur la base de l'actualisation des flux futurs nets de trésorerie qui pourraient raisonnablement être retenues par un acquéreur potentiel, tels qu'estimés par la direction de la société.

Les résultats de ces tests, tels qu'ils sont exposés ci-dessous, font apparaître que certaines des UGT de la Zone Europe (et notamment l'UGT France) ont des valeurs comptables supérieures à leurs valeurs recouvrables, ce qui conduit à une dépréciation des actifs, alors que la plupart des UGT de la Zone Asie ont des valeurs recouvrables supérieures à leurs valeurs comptables.

(En milliers d'euros)	Capitaux engagés	Juste valeur des actifs	UGT justifiant une perte de valeur	UGT présentant un excédent de valeur	Provision pour pertes de valeur
Europe	38 354	13 650	(27 756)	3 052	(21 120)
Asie	12 998	38 600	(4 444)	30 046	(1 396)
Autres	204	204	-	-	-
TOTAL	51 556	52 454	(32 200)	33 098	(22 516)

La dépréciation relative aux tests de valeurs a été imputée sur les seules UGT nécessitant une dépréciation.

Une provision pour dépréciation d'actifs de 22 516 milliers d'euros a été inscrite dans les comptes à fin septembre 2005 :

- Les immobilisations incorporelles ont été dépréciées à hauteur de 3 347 milliers d'euros
- Les immobilisations corporelles ont été dépréciées à hauteur de 19 169 milliers d'euros

En application de IAS 36, le surplus de 9 684 milliers d'euros correspondant à la différence entre la perte de valeur estimée (32 200 milliers d'euros) et la provision constatée (22 516 milliers d'euros) n'a pas été comptabilisé étant donné que :

- L'allocation d'une perte de valeur ne peut avoir pour effet de ramener la valeur comptable d'un actif à un niveau inférieur au plus élevé de sa juste valeur et de sa valeur d'utilité et les actifs des UGT concernées autres que les immobilisations incorporelles et corporelles (stocks et actifs circulants) ne sont pas valorisés à des montants supérieurs à leurs justes valeurs ou valeurs d'utilité.
- La comptabilisation d'un passif pour le surplus de 9 684 milliers d'euros n'est imposé par aucune autre norme IFRS ; ce surplus, correspondant au coût du plan de restructuration qu'un acquéreur potentiel mettrait en place pour assurer la rentabilité future de la société, ne remplit pas les conditions de constatation d'une provision conformément à IAS 37 au 30 septembre 2005.

24 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	165	170	78
Coût de l'endettement financier brut	(1 079)	(1 543)	(747)
Dont :			
Charges financières sur emprunts	(20)	-	-
Charges financières des contrats de location financement	(22)	(24)	(13)
Charges financières de l'Océane	(1 037)	(1 519)	(734)
Coût de l'endettement financier Net	(914)	(1 373)	(669)
Autres Produits et charges financières	(478)	(538)	(216)
Dont :			
Gains (pertes) de change (non affectables)	5		
Produits (charges) sur instruments dérivés	(49)		
Produits (charges) sur cession de valeurs mobilières de placement			
Autres produits (charges) financiers	(434)	(538)	(216)
Total	(1 392)	(1 911)	(885)

25 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net – part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

	(En milliers d'euros)
Résultat net - part du Groupe avant pertes de valeur des actifs	(8 951)
Pertes de valeur des actifs (norme IAS 36)	(22 516)
Résultat net – part du Groupe	(31 467)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 724
Résultat net par action avant pertes de valeur des actifs	(1,44)
Pertes de valeur des actifs (norme IAS 36)	(3,61)
Résultat net par action	(5,05)

Le résultat par action avant pertes de valeur étant négatif, le résultat dilué par action avant pertes de valeur est identique à ce résultat, soit – 1,44 euro par action. De même, le résultat par action étant négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat, soit – 5,05 euro par action.

26 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Nature des transactions</i>	<i>Montant des transactions de la Période (profit/dépense)</i>	<i>Montant bilantiel</i>
Bondwood investments	Redevances	970	327
	Autres	(116)	
Dickson Concept LTD	Loyers	(19)	(13)
	Autres	(14)	
Dickson Concept LTD Retail division	Services	(45)	(4)
Dickson Concept LTD Wholesale division	Services	(134)	(15)
Dickson Warehousing LTD	Services (entrepôt)	(35)	
Ever Success Management LTD	Services	(96)	(8)
Hong Kong Seibu	Ventes nettes	376	16
	Loyers	(164)	
	Autres	(10)	
Dickson Communication LTD	Dépenses Publicitaires	(119)	(13)
Golden Creation (Retail division)	Autres	(10)	
Hinkley Retail Division	Services	42	15
Leading Way Apparel Shangai Ltd	Ventes	343	(41)
	Achats	(243)	
Shenzen Seibu Dpt Store Cy Ltd	Ventes	266	38
	Autres	(14)	
Orfarlabo	Ventes	1 107	584
Autres	Ventes, Achats, Services	57	64
Total		2 142	950

27 ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS REÇUS

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004
Lettres d'intention	10 032	10 003	13 826	13 876
Autres engagement reçus	448	420	413	276
Total engagements reçus	10 480	10 423	14 239	14 152

Les établissements bancaires avec lesquels le Groupe a contracté des lignes de crédit ont reçu de BroadGain Investment Ltd des lettres d'intention en garantie des facilités accordées à S.T.Dupont SA (France) à hauteur de 8 788 milliers d'euros. Par ailleurs, la filiale de Taïwan a reçu de BroadGain Investment Ltd une lettre d'intention en garantie de facilités à hauteur de 50 000 milliers de Taïwan Dollars, soit 1 244 milliers d'euros au 30 septembre 2005.

Les autres engagements reçus correspondent essentiellement à des dépôts de garantie (loyers) à hauteur de 221 milliers d'euros et à des garanties de bonne fin de règlement pour 143 milliers d'euros.

ENGAGEMENTS DONNÉS

(En milliers d'euros)	30/09/2005	31/03/2005	30/09/2004	01/04/2004
Cautions bancaires filiales	11 352	9 598	6 342	6 507
Commandes fermes d'immobilisations	272	131	2 621	1 599
Autres engagement donnés	371	348	198	194
Total engagements donnés	11 995	10 077	9 161	8 300

Les cautions bancaires correspondent aux cautions bancaires délivrées par la société mère aux principales banques de ses filiales.

Par ailleurs, le Groupe a, au 30 septembre 2005, des contrats de vente à terme de devises pour un montant total de 4 724 milliers d'euros et des contrats optionnels.

VI TRANSITION AUX NORMES IFRS

La date de première application du référentiel IAS/IFRS (« date de transition ») au groupe S.T.Dupont, arrêtant ses comptes au 31 mars, se situe au 1^{er} avril 2004. Les impacts liés à cette transition et affectant rétrospectivement les résultats antérieurs sont enregistrés par imputation sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2004, hors normes IAS 32 et 39 (instruments financiers) adoptées tardivement, dont l'impact est appréhendé au 1^{er} avril 2005.

Les notes ci-après présentent l'incidence du passage au nouveau référentiel sur le bilan et les capitaux propres au 1^{er} avril 2004, sur le compte de résultat au 30 septembre 2004, ainsi que sur les états financiers (compte de résultat, bilan, capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) de l'exercice clos le 31 mars 2005.

1 OPTIONS DE PREMIERE APPLICATION

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le groupe ST-DUPONT a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et passifs selon les normes IFRS :

1.1 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe S.T.Dupont a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 31 mars 2004. Pour mémoire, le groupe appliquait déjà la méthode de l'acquisition aux regroupements.

1.2 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le Groupe S.T.Dupont a retenu l'option offerte par la norme IFRS 1 consistant à comptabiliser les écarts actuariels non reconnus par contrepartie en capitaux propres au 1^{er} avril 2004.

1.3 EVALUATION DE CERTAINS ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS A LA JUSTE VALEUR

Le Groupe S.T.Dupont n'a pas retenu l'option permettant d'évaluer à la date de transition certaines immobilisations incorporelles et corporelles à la juste valeur.

1.4 RESERVES DE CONVERSION

Le Groupe S.T.Dupont a choisi de remettre à zéro, par transfert en réserves de résultats cumulés, les réserves de conversion au 1^{er} avril 2004, générées par la consolidation des sociétés étrangères ; cette option est sans incidence sur les capitaux propres d'ouverture.

1.5 PAIEMENTS EN ACTIONS

La norme IFRS 2 prévoit le retraitement des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005. Chez S.T.Dupont, ce retraitement ne concerne qu'un seul plan d'options autorisé le 4 janvier 2005 ; il ne s'applique donc pas à la date de transition.

1.6 INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe S.T.Dupont a retenu l'option offerte par la norme IFRS 1 de ne pas retraiter pour l'exercice 2004-2005 les informations relatives aux instruments financiers selon les normes IAS 32 et IAS 39.

2 IMPACTS DE LA TRANSITION AUX IFRS SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 IMPACTS SUR LE BILAN D'OUVERTURE AU 1^{ER} AVRIL 2004

2.1.1. Tableau de passage du bilan consolidé au 1er avril 2004

ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/04 normes françaises	Reclass. Courant / non courant	31/03/04 normes françaises	Reclassements et ajustements IFRS		01/04/04 normes IFRS
		publié		format IFRS	Reclass.	Ajust.	
Actif courant							
Stocks et en-cours		21 588		21 588			21 588
Créances clients et comptes rattachés		19 492		19 492			19 492
Autres créances et comptes de régularisation	(1), (7)	6 651	(2 317)	4 334	(526)	(9)	3 799
Impôts courants			2 948	2 948			2 948
Actifs financiers courants							
Disponibilités	(2)	21 285		21 285		(52)	21 233
Total de l'actif courant		69 016	631	69 647	(526)	(61)	69 060
Actif non courant							
Ecart d'acquisition	(3)	3 165		3 165		180	3 345
Immobilisations incorporelles (nettes)	(1), (4)	5 530		5 530	526	(3 035)	3 021
Immobilisations corporelles (nettes)	(5)	11 439		11 439		6 079	17 518
Actifs financiers non courants		950		950			950
Participations dans les entreprises mises en équivalence		822		822			822
Impôts non courants		1 147	(631)	516			516
Total de l'actif non courant		23 053	(631)	22 422	526	3 224	26 172
Actifs non courants disponibles à la vente							
		-	-	-	-	-	-
Total de l'actif		92 069	-	92 069	-	3 163	95 232

Notes :

- (1) Reclassement des charges à répartir (dont : frais de collection 252, moules et empreintes 274).
- (2) Actions auto détenues (52) : reclassées en diminution des capitaux propres.
- (3) Ecart de change (180) lié au reclassement des écarts d'acquisition au niveau des entités en devises étrangères.
- (4) Dépréciation des droits au bail (-3 639), des frais de dépôt des marques (-103) et retraitement des plans d'amortissements des logiciels (+707)
- (5) Retraitement des plans d'amortissements (+5 573) et prise en compte des matériels en location-financement (+506).

PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/04 normes françaises	Reclass. Courant / non courant	31/03/04 normes françaises	Reclassements et ajustements IFRS		01/04/04 normes IFRS
		publié		format IFRS	Reclass.	Ajust.	
Dettes courantes							
Fournisseurs et comptes rattachés		7 065		7 065			7 065
Autres dettes et comptes de régularisation		10 992	(95)	10 897			10 897
Impôts courants			107	107			107
Provisions pour risques et charges courants		5 318		5 318			5 318
Provisions pour engagements de retraite courants							
Emprunts obligataires convertibles (à – d'1 an)			524	524			524
Emprunts et dettes financières courants		18 378	(5)	18 373			18 373
Emprunts sur location financement (- d'1 an)	(6)					246	246
Instruments financiers (à moins d'1 an)							
Total des dettes courantes		41 753	531	42 284		246	42 530
Dettes non courantes							
Emprunts obligataires convertibles (à +d'1 an)	(7)	12 513	(524)	11 989		(9)	11 980
Emprunts et dettes financières courants		43	5	48			48
Emprunts sur location financement (+ d'1 an)	(6)					281	281
Instruments financiers (à plus d'1 an)							
Impôts non courants	(8)	12	(12)			24	24
Provisions pour risques et ch. non courants							
Provisions pour engagements de retraite non courants	(9)	4 366		4 366		2 092	6 458
Total des dettes non courantes		16 934	(531)	16 403		2 388	18 791
Capitaux propres – Part du groupe							
Capital		9 962		9 962			9 962
Primes		1 021		1 021			1 021
Actions propres	(2)					(52)	(52)
Composante capital des emprunts convertibles							
Juste valeur des instruments de couverture							
Réserves		27 911		27 911	(218)	581	28 274
Réserves de conversion		(218)		(218)	218		-
Résultat net – Part du groupe		(5 294)		(5 294)			(5 294)
Total capitaux propres part du groupe		33 382		33 382	-	529	33 911
Total capitaux propres part des minoritaires							
		-	-	-	-	-	-
Total du passif		92 069	-	92 069	-	3 163	95 232

Notes :

- (6) Retraitement des contrats de location-financement
- (7) Frais d'émission reclassés de charges à étaler en diminution de l'emprunt
- (8) Incidence de la fiscalité différée sur les retraitements IFRS.
- (9) Prise en compte des écarts actuariels non reconnus au 31-03-2004.

2.1.2. Tableau de variation des capitaux propres au 1er avril 2004

	Normes	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves conso- lidées	Réserves de conver- sion	Actions propres	Capitaux propres consolidés
(en milliers d'euros)								
Au 31/03/2004 en normes françaises		6 226 413	9 962	1 021	22 617	(218)		33 382
Ecart de conversion	IFRS 1				(218)	218		-
Ecart d'acquisition	IFRS 3				180			180
Immobilisations corporelles et incorporelles	IAS 16, IAS 38				2 538			2 538
Contrats de location financement	IAS 17				(21)			(21)
Avantages au personnel et assimilés	IAS 19				(2 092)			(2 092)
Actions propres							(52)	(52)
Total des ajustements IFRS avant impôt					387	218	(52)	553
Effet d'impôt sur les ajustements IFRS	IAS 12				(24)			(24)
Total des ajustements IFRS après impôt					363	218	(52)	529
Au 01/04/2004 en normes IFRS		6 226 413	9 962	1 021	22 980	-	(52)	33 911

2.2 TABLEAU DE PASSAGE DU RESULTAT CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2004

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/04 normes françaises (publié)	Reclassements au format IFRS	30/09/04 normes françaises au format IFRS	Reclassements et ajustements IFRS	30/09/04 normes IFRS
Chiffres d'affaires net « produits »	(1)	38 197	(178)	38 019	-	38 019
Autres produits des activités ordinaires		2 435	-	2 435	-	2 435
Produits des activités ordinaires		40 632	(178)	40 454	-	40 454
Coûts des ventes	(2), (3)	(20 181)	(1 329)	(21 510)	7	(21 503)
Marge brute		20 451	(1 507)	18 944	7	18 951
Frais de communication	(2), (3)	(2 733)		(2 733)	6	(2 727)
Frais commerciaux	(2), (3)	(8 934)	559	(8 375)	10	(8 365)
Frais généraux et administratifs	(2), (3)	(10 027)	781	(9 246)	62	(9 184)
Autres produits et charges	(1), (2), (4)	-	159	159	166	325
Résultat opérationnel		(1 243)	(8)	(1 251)	251	(1 000)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		78	-	78	-	78
Coût de l'endettement financier brut		(733)	-	(733)	(14)	(747)
Coût de l'endettement financier net		(655)	-	(655)	(14)	(669)
Autres produits et charges financiers	(1)	(86)	(130)	(216)	-	(216)
Résultat financier		(741)	(130)	(871)	(14)	(885)
Eléments inhabituels des activités ordinaires	(2)	29	(29)	-	-	-
Résultat courant		(1 955)	(167)	(2 122)	237	(1 885)
Charges d'impôt sur le résultat		(338)	-	(338)	-	(338)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(85)	-	(85)	-	(85)
Résultat des sociétés intégrées		(2 378)	(167)	(2 545)	237	(2 308)
Amortissement des écarts d'acquisition	(4)	(167)	167	-	-	-
Résultats nets avant arrêts ou cessions d'activités		(2 545)	-	(2 545)	237	(2 308)
Résultat net des sociétés arrêtées ou en cours de cession						-
Résultat net des entreprises		(2 545)	-	(2 545)	237	(2 308)
Résultat net – part du Groupe		(2 545)	-	(2 545)	237	(2 308)
Résultat net – intérêts minoritaires		-	-	-	-	-
Résultat net par action (en euros)		(0.41)	-	(0.41)	0.04	(0.37)
Résultats dilué par action (en euros)		(0.41)	-	(0.41)	0.04	(0.37)

Notes :

- (1) Reclassement des escomptes de règlement (178), des effets de change (-308).
- (2) Reclassement des coûts d'après-vente (555), d'autres charges et produits d'exploitation (11), des produits et charges divers non récurrents (29)
- (3) Réaffectation au coût des ventes des variations de provisions sur stocks (-774), retraitement des immobilisations (+44), retraitement des locations-financements (+2)
- (4) Reclassement puis annulation de la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition (167).

2.3 IMPACTS SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2004-2005 (AU 31 MARS 2005)

2.3.1. Tableau de passage du résultat consolidé au 31 mars 2005 :

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/05 normes françaises (publié)	Reclassements au format IFRS	31/03/05 normes françaises au format IFRS	Reclassements et ajustements IFRS	31/03/05 normes IFRS
Chiffres d'affaires net « produits »	(1)	86 936	(353)	86 583	-	86 583
Autres produits des activités ordinaires		4 573	-	4 573	-	4 573
Produits des activités ordinaires		91 509	(353)	91 156	-	91 156
Coûts des ventes	(2), (3)	(47 201)	(1 944)	(49 145)	(104)	(49 249)
Marge brute		44 308	(2 297)	42 011	(104)	41 907
Frais de communication	(2), (3)	(7 394)		(7 394)	11	(7 383)
Frais commerciaux	(2), (3)	(19 317)	1 205	(18 112)	20	(18 092)
Frais généraux et administratifs	(2), (3)	(20 953)	1 015	(19 938)	221	(19 717)
Autres produits et charges	(1), (2), (4)	-	(179)	(179)	479	300
Résultat opérationnel		(3 356)	(256)	(3 612)	627	(2 985)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		170	-	170	-	170
Coût de l'endettement financier brut		(1 519)	-	(1 519)	(24)	(1 543)
Coût de l'endettement financier net		(1 349)	-	(1 349)	(24)	(1 373)
Autres produits et charges financiers	(1)	(123)	(415)	(538)	-	(538)
Résultat financier		(1 472)	(415)	(1 887)	(24)	(1 911)
Eléments inhabituels des activités ordinaires	(2)	(349)	349	-	-	-
Résultat courant		(5 177)	(322)	(5 499)	603	(4 896)
Charges d'impôt sur le résultat		(410)	-	(410)	-	(410)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(54)	-	(54)	-	(54)
Résultat des sociétés intégrées		(5 641)	(322)	(5 963)	603	(5 360)
Amortissement des écarts d'acquisition	(4)	(322)	322	-	-	-
Résultats nets avant arrêts ou cessions d'activités		(5 963)	-	(5 963)	603	(5 360)
Résultat net des arrêts ou cessions d'activités						-
Résultat net des entreprises		(5 963)	-	(5 963)	603	(5 360)
Résultat net – part du Groupe		(5 963)	-	(5 963)	603	(5 360)
Résultat net – intérêts minoritaires		-	-	-	-	-
Résultat net par action (en euros)		(0.96)	-	(0.96)	0.10	(0.86)
Résultats dilué par action (en euros)		(0.96)	-	(0.96)	0.10	(0.86)

Notes :

- (1) Reclassement des escomptes de règlement en moins du chiffre d'affaires (353) reclassement des effets de change en autres produits et charges d'exploitation (-768).
- (2) Reclassement des coûts d'après-vente (1 238) dans le coût des ventes, reclassement d'autres charges diverses d'exploitation (-276) de « frais administratifs » vers « autres produits et charges », reclassement de produits et charges non récurrents (-349) de s « éléments inhabituels des activités ordinaires » vers « autres produits et charges opérationnels »
- (3) Réaffectation au coût des ventes des variations de provisions sur stocks (-707), retraitement des immobilisations (+92), retraitement des locations-financements (+5)
- (4) Reclassement puis annulation de la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition (322).

Les incidences du passage aux IFRS sur le « résultat net de l'ensemble consolidé » (part du groupe et part des minoritaires) pour la période du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2005 se résument comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>		1 ^{er} semestre	2 ^{ème} semestre	Exercice 2004/2005
Résultat normes françaises exercice 2004-2005		(2 545)	(3 418)	(5 963)
Ecart d'acquisition	IFRS 3	167	155	322
Immobilisations incorporelles	IAS 38	(41)	88	47
Immobilisations corporelles	IAS 16, IAS 36	108	251	359
Contrats de location financement	IAS 17	3	2	5
Indemnités de fin de carrière (écarts actuariels)	IAS 19	-	165	165
Obligations convertibles (OCEANE)	IAS 32, IAS 39			
Instruments de couverture	IAS 32, IAS 39			
Plans d'options de souscriptions ou d'achats d'actions	IFRS 2	-	(295)	(295)
Impôts différés	IAS 12	-	-	
Total des ajustements IFRS		237	366	603
Résultat normes IFRS exercice 2004-2005		(2 308)	(3 052)	(5 360)

2.3.2. Tableau de passage du bilan consolidé au 31 mars 2005 :

ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/05 normes françaises publié	Reclass. Courant / non courant	31/03/05 normes françaises format IFRS	Reclassements et ajustements IFRS Reclass. Ajust.		31/03/05 normes IFRS
Actif courant							
Stocks et en-cours		29 533		29 533			29 533
Créances clients et comptes rattachés		19 505		19 505			19 505
Autres créances et comptes de régularisation	(1),(2),(3)	7 136	(1 782)	5 354	(445)	(709)	4 200
Impôts courants	(1)		2 360	2 360			2 360
Actifs financiers courants	(4)					74	74
Disponibilités	(5)	14 643		14 643	(844)	(45)	13 754
Total de l'actif courant		70 817	578	71 395	(1 289)	(680)	69 426
Actif non courant							
Ecart d'acquisition	(6)	2 842		2 842		320	3 162
Immobilisations incorporelles (nettes)	(2),(7)	5 974		5 974	445	(2 988)	3 431
Immobilisations corporelles (nettes)	(8)	14 126		14 126		6 212	20 338
Actifs financiers non courants		1 551		1 551			1 551
Participations dans les entreprises mises en équivalence		768		768			768
Impôts non courants	(1)	903	(578)	325			325
Total de l'actif non courant		26 164	(578)	25 586	445	3 544	29 575
Actifs non courants disponibles à la vente							
		-	-	-	-	-	-
Total de l'actif		96 981	-	96 981	(844)	2 864	99 001

Notes :

- (1) Reclassement des impôts
- (2) Reclassement des charges à répartir (frais de collection, moules et empreintes)
- (3) Reclassement des frais d'émission d'emprunt
- (4) Instruments de couverture
- (5) Reclassement des actions propres
- (6) Effet de change (-2) et annulation des amortissements (322)
- (7) Retraitement des marques, frais de dépôt, droits au bail et frais de recherche et développement
- (8) Retraitement des amortissements (revue des durées d'utilité)

PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/05 normes françaises	Reclass. Courant / non courant	31/03/05 normes françaises	Reclassements et ajustements IFRS		31/03/05 normes IFRS
		publié		format IFRS	Reclass.	Ajust.	
Dettes courantes							
Fournisseurs et comptes rattachés		11 451		11 451			11 451
Autres dettes et comptes de régularisation	(9)	11 011		11 011		(42)	10 969
Impôts courants			19	19			19
Provisions pour risques et charges courants		4 109		4 109			4 109
Provisions pour engagements de retraite courants							
Emprunts obligataires convertibles (à – d'1 an)		1 519		1 519			1 519
Emprunts et dettes financières courants		14 842	(8)	14 834	(844)		13 990
Emprunts sur location financement (- d'1 an)	(10)					163	163
Instruments financiers (à moins d'1 an)	(11)					24	24
Total des dettes courantes		42 932	11	42 943	(844)	145	42 244
Dettes non courantes							
Emprunts obligataires convertibles (à +d'1 an)		22 499		22 499		(2 223)	20 276
Emprunts et dettes financières courants		38	8	46			46
Emprunts sur location financement (+ d'1 an)	(10)					134	134
Instruments financiers (à plus d'1 an)	(11)					40	40
Impôts non courants	(12)	19	(19)			24	24
Provisions pour risques et ch. non courants							
Provisions pour engagements de retraite non courants	(13)	4 811		4 811		1 931	6 742
Total des dettes non courantes		27 367	(11)	27 356		(94)	27 262
Capitaux propres – Part du groupe							
Capital		9 963		9 963			9 963
Primes		1 013		1 013		295	1 308
Actions propres						(45)	(45)
Composante capital des emprunts convertibles						1 943	1 943
Juste valeur des instruments de couverture						(27)	(27)
Réserves		22 617		22 617	(218)	230	22 629
Réserves de conversion		(948)		(948)	218	(186)	(916)
Résultat net – Part du groupe		(5 963)		(5 963)		603	(5 360)
Total capitaux propres part du groupe		26 682		26 682	-	2 813	29 495
Total capitaux propres part des minoritaires							
		-	-	-	-	-	-
Total du passif		96 981	-	96 981	(844)	2 864	99 001

Notes :

- (9) Ecart de conversion passif
- (10) Contrats de location-financement
- (11) Instruments de couverture
- (12) Impôt différé
- (13) Ecarts actuariels sur engagements de retraite

2.3.3. Tableau de variation des capitaux propres au 31 mars 2005 :

	Normes	Nombre d'actions	Capital	Primes	Composante capital emprunt obligataire	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Juste valeur des instruments de couverture	Actions propres	Résultat de l'exercice	Capitaux propres consolidés
<i>(en milliers d'euros)</i>											
Au 31/03/2004		6 226 413	9 962	1 021		22 617	(218)				33 382
Conversion d'obligations		311	1	(8)							(7)
Résultat de l'exercice										(5 963)	(5 963)
Réserve de conversion							(730)				(730)
Au 31/03/2005 avant ajustements IFRS		6 226 724	9 963	1 013	-	22 617	(948)	-		(5 963)	26 682
Ecart de conversion	IFRS 1					(218)	218				-
Ecart d'acquisition	IFRS 3					180	(182)			322	320
Eléments incorporels	IAS 38					(3 035)				47	(2 988)
Immobilisations corporelles	IAS 16					5 573				359	5 932
Contrats de location	IAS 17					(21)				5	(16)
Avantages au personnel	IAS 19					(2 092)	(4)			165	(1 931)
Impôts différés	IAS 12					(24)					(24)
Actions propres									(45)		(45)
Instruments financiers hybrides (OCEANE)	IAS 32, IAS 39				1 943	(430)					1 513
Instruments de couverture	IAS 39					79		(27)			52
Plans de stocks options	IFRS 2			295						(295)	-
Total des ajustements IFRS				295	1 943	12	32	(27)	(45)	603	2 813
Au 31/03/2005 après ajustements IFRS		6 226 724	9 963	1 308	1 943	22 629	(916)	(27)	(45)	(5 360)	29 495

2.3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2005 :

(en milliers d'euros)	2004-2005 Normes françaises	Reclasseme nts IFRS	Ajustements IFRS	2004-2005 normes IFRS
I - Activités Opérationnelles				
Résultat net avant impôt	(5 963)	-	603	(5 360)
Dotations aux amortissements	3 691	-	550	4 241
Amortissements des écarts d'acquisition	322	-	(322)	-
Charges (produits) liés aux stock-options	-	-	295	295
Variation des provisions	(658)	-	(165)	(823)
Charge nette d'intérêts	-	1 887	24	1 911
Plus ou moins-values de cessions	283	-	(271)	12
Charge (produit) d'impôt	211	199	-	410
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés	54	-	-	54
Capacité d'autofinancement	(2 060)	2 086	714	740
Variation des stocks et en-cours	(8 281)	-	-	(8 281)
Variation des clients et comptes rattachés	(464)	-	-	(464)
Variation des autres créances	(1 420)	(529)	574	(1 375)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 472	-	-	4 472
Variation des autres dettes	91	76	-	167
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(5 602)	(453)	574	(5 481)
Intérêts payés	-	(522)	-	(522)
Intérêts encaissés	-	167	-	167
Impôts sur les résultats payés	-	241	-	241
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	(7 662)	1 519	1 288	(4 855)
II – Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (hors dépenses de développement)	(1 121)	384	(330)	(1 067)
Dépenses de développement	-	(384)	-	(384)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 318)	-	(49)	(6 367)
Acquisition d'autres immobilisations financières	-	-	(664)	(664)
Besoin de trésorerie (investissements)	(7 439)	-	(1 043)	(8 482)
Cessions d'immobilisations incorporelles	330	-	-	330
Cessions d'immobilisations corporelles	217	-	-	217
Cessions d'autres immobilisations financières	-	-	-	-
Désinvestissements	547	-	-	547
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(6 892)	-	(1 043)	(7 935)
III – Activités de financement				
Augmentation (diminution) de capital	(23)	-	-	(23)
Rachat d'actions propres	-	-	7	7
Emissions d'emprunts et dettes financières	31 893	4 257	58	36 208
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(26 168)	-	(279)	(26 447)
Intérêts payés	-	(1 519)	(24)	(1 543)
Autres flux liés aux opérations de financement	-	(2 864)	-	(2 864)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	5 702	(126)	(238)	5 338
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	(29)	2	-	(27)
Variation nette de la trésorerie	(8 881)	1 395	7	(7 479)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	18 554	2 731	(52)	21 233
Trésorerie à la clôture de l'exercice	9 673	4 126	(45)	13 754
Variation nette de la trésorerie	(8 881)	1 395	7	(7 479)

3 IMPACT DES TESTS DE VALEUR SUR LES RESULTATS

Dans le cadre du passage aux IFRS, des tests de valeurs ont été effectués sur la base des résultats au 31 mars 2004 et au 31 mars 2005.

Les résultats de ces tests ont montré qu'il n'y avait pas matière à remettre en cause les valeurs figurant à l'actif pour les exercices se terminant les 31 mars 2004 et 2005. Ces tests ont été faits sur la base du dernier budget 2004-2005 élaboré par la direction ainsi que sur le Plan Stratégique 2005-2008 élaboré en janvier 2004 dans le cadre de l'émission des OCEANE en avril 2004, actualisé pour tenir compte des résultats réels de 2004-2005 et les informations disponibles à la date d'arrêté des comptes concernés.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES**

SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2005

Aux Actionnaires
S.T. DUPONT S.A.
92 boulevard du Montparnasse
75014 Paris

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société S.T. DUPONT, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur les bases de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2006, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant, d'une part, les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires tels que définis dans le Règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice clos le 31 mars 2005 et au premier semestre clos le 30 septembre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, les règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires tels que définis dans le Règlement général de l'AMF.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note V 1.2 de l'annexe « Principes comptables – Continuité de l'exploitation » qui expose :
 - l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation de la société qui se trouve être conditionnée par :
 - la réalisation d'une augmentation de capital de 41,8 millions d'euros à laquelle l'actionnaire majoritaire s'est déjà engagé, sous réserve du maintien des concours bancaires, à souscrire et/ou garantir
 - le maintien par les banques de la société des concours actuels jusqu'au 31 mars 2007

- la mise en œuvre effective du plan d'affaires pour assurer la rentabilité future de la société.
- les notes V 1.22 et V 23 qui exposent les modalités de calcul de la provision pour dépréciations d'actifs (pertes de valeur) de 22,5 millions d'euros enregistrée sur la période.
- la note V 1.1. de l'annexe « Principes comptables – Général » qui expose :
 - les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés qui, tout en restant conformes aux règles de présentation et d'informations définies dans la recommandation du CNC 99-R-01 et le Règlement général de l'AMF, n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne
 - les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 mars 2006 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 février 2006

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ricol, Lasteyrie & Associés

représenté par
Hervé Panthier

représenté par
Gilles de Courcel